



Vingt hivers en silence

La vie en parenthèses



Mesfin Hagos Tewolde



Vingt hivers en silence

Vingt hivers en silence



La vie en parenthèses



Tome I

ii

Matériel protégé par le droit d'auteur

Mentions légales & Droits d'auteur

Vingt hivers en silence

La vie en parenthèses

© 2026 **Mesfin Hagos Tewolde**

Tous droits réservés.

À l'exception de courts extraits utilisés à des fins de critique ou de recension, aucune partie de cet ouvrage ne peut être reproduite, stockée dans un système d'archivage ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou autre — sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur.

Cet ouvrage est fondé sur les expériences personnelles et les réflexions de l'auteur. Certains détails ont été modifiés ou omis afin de préserver la vie privée des personnes concernées. Les opinions exprimées relèvent exclusivement de l'auteur et ne constituent ni un avis juridique, ni une prise de position politique, ni une expertise professionnelle.

ISBN : 9798251685039

Conception et mise en page de la couverture : **Mesfin Hagos Tewolde**

Première édition

Matériel protégé par le droit d'auteur

Avant la première page

Ce livre n'est ni une explication théorique ni une fiction.

Il ne se limite pas à un récit de perte, de dommages ou de migration — même si de telles réalités y apparaissent.

Ce que vous tenez entre vos mains est quelque chose de plus discret et de plus durable.

C'est une vie.

Une vie façonnée par le temps, éprouvée par les circonstances, et affinée à travers les structures mêmes de son déploiement.

Une vie qui a appris à se tenir là où l'incertitude et la dignité coexistent.

Ces pages n'observent pas à distance.

Elles parlent de l'intérieur — de cet espace intime où l'attente s'étire, où les systèmes exercent leur pression, où l'espoir s'amenuise puis se reforme.

Ce n'est pas une théorie. C'est une expérience vécue.

Pour entrer dans ce livre, ne vous pressez pas.

Vingt hivers en silence

Certaines vérités se dévoilent lentement, comme la lumière à l'aube. D'autres exigent du recul — des années, parfois des décennies — avant que leurs contours ne deviennent nets. Ce qui paraît ordinaire aujourd'hui peut sembler étonnant dans vingt ans, lorsque la comparaison révèle ce qui, autrefois, ne suscitait aucune question.

Peut-être que le véritable changement est rarement bruyant.

Peut-être qu'il ne s'agit pas d'une révolution ni d'un accomplissement, mais d'un réalignement.

Non pas d'une accumulation, mais d'un éveil.

Lorsque l'égalité n'est plus un slogan mais une conscience vécue — lorsque la valeur d'un être humain est reconnue au-delà du statut, au-delà de la catégorie, au-delà de la permission — les structures s'ajusteront naturellement. Ce qui paraissait autrefois normal deviendra silencieusement impensable.

Le temps est venu. Il est peut-être plus proche qu'il n'y paraît.

D'ici là, ce livre témoigne — non contre qui que ce soit, mais simplement d'une expérience vécue.

Et si quelque chose dans ces pages vous semble familier,

Vingt hivers en silence

c'est peut-être parce que cette histoire n'est pas seulement la mienne.

Elle pourrait aussi être la vôtre.

Dédicace

Je dédie ce livre aux réfugiés du monde entier qui ont vécu en suspension — dont la vie a été mise entre parenthèses, dont les talents sont restés invisibles, qui ont été considérés comme limités simplement parce qu'ils n'étaient pas compris, et dont la valeur intérieure a résisté à l'incertitude.

Que votre force soit honorée et que vos histoires soient retenues.

Je dédie également cet ouvrage à ma bien-aimée mère défunte, **Sarah Gebremedihin**, dont le voyage à travers les continents pour revoir son fils après vingt années de séparation fut un acte d'amour au-delà des frontières, des systèmes et des documents — accomplissant pour moi ce qu'aucun autre amour n'aurait pu accomplir.

Et à mon cher père défunt, **Hagos Tewolde Kiflay**, dont les premiers conseils, la générosité et la force tranquille ont façonné l'homme que je suis devenu.



Épigraphe

Tu l'appelles un handicap —
jusqu'à ce que tu t'éveilles à ce qu'il est
vraiment
et que tu reconnaises ton unité avec
lui.



Tu l'appelles richesse —
jusqu'à ce qu'elle se révèle comme
illusion.



Tu t'accroches à ce qui semble solide,
et tu trembles lorsqu'il se dissout.

Tu fondes ta certitude sur l'éphémère,
puis tu t'étonnes lorsqu'il disparaît.

La vie est brève.

La renommée s'efface.

La possession s'échappe.

Tu ne t'éveilles que lorsqu'elle glisse —
quand le temps n'est plus.

Vingt hivers en silence

N'est-ce pas un mystère ?

Se dévoilant lentement —
expérience après expérience,
vie après vie.

Un handicap, disais-tu ?
Peut-être n'est-ce qu'un miroir.

Rencontre-le dans l'éternité du présent

—

et tu pourrais être surpris
de voir ce qui brille véritablement.



« Je suis parce que nous sommes.
Nous sommes parce que DIEU est. »

Avant-propos

Pendant vingt ans, j'ai vécu entre des frontières invisibles — non pas des clôtures ou des murs, mais des permis, des malentendus, le silence et l'attente. Lorsque je suis arrivé en Suisse, j'ai apporté avec moi mon éducation, mes espoirs et une conviction simple : que ce serait un lieu de sécurité, de respect de soi et de possibilité de reconstruire ma vie.

Ce qui a suivi fut un long et inattendu parcours, marqué par l'attente — dans des centres d'accueil, des salles d'attente et au fil d'innombrables rencontres quotidiennes. Certaines furent encourageantes, d'autres déconcertantes, et beaucoup discrètement décourageantes. Avec le temps, ces expériences ont façonné non seulement ma compréhension des institutions, mais aussi ma patience, ma sensibilité culturelle et ma conscience de la complexité des relations humaines.

En chemin, j'ai été confronté à une réalité rarement évoquée ouvertement : la vie sous un permis de séjour temporaire — un statut conçu comme transitoire, mais qui, dans la pratique, peut durer de nombreuses années.

Durant cette période, j'ai vécu dans un état paradoxal : à la fois présent et invisible. J'ai étudié, appris, réfléchi et mûri, tout en

Vingt hivers en silence

évoluant dans des conditions marquées par l'incertitude administrative.

Ce livre se veut un témoignage — de persévérance, d'identité et de la force silencieuse qui peut émerger lorsque la vie semble suspendue. Il cherche à donner forme à des expériences souvent vécues dans le silence et à montrer que la cohérence intérieure peut perdurer même lorsque le temps paraît figé et que l'avenir demeure incertain.

Issu de l'expérience vécue, cet ouvrage regarde au-delà des catégories et des chiffres vers les vies qu'ils représentent. Il est offert comme une reconnaissance discrète à ceux qui nous ont précédés, à ceux qui vivent cette réalité aujourd'hui, et à ceux qui pourraient un jour s'y retrouver.

En définitive, ce livre repose sur une conviction simple : même dans l'attente prolongée, la vie conserve son sens lorsque nous continuons d'apprendre, de rester ouverts et de grandir intérieurement. Dans ces moments, l'incertitude elle-même peut devenir un espace de réflexion, de résilience et de transformation profonde.

Prologue

Réflexions sur la valeur humaine et le chemin vers l'appartenance.

Certains livres racontent des événements. D'autres explorent ce que ces événements éveillent à l'intérieur d'une personne. Ce livre appartient à la seconde catégorie. Il ne se contente pas de décrire ce qui s'est produit ; il réfléchit à ce qui se déploie en un individu lorsque la vie le place entre certitude et transformation — entre ce qui le définissait autrefois et ce qu'il devient peu à peu.

Il ne s'agit ni d'un récit migratoire conventionnel ni d'une analyse technique des cadres juridiques. C'est une méditation sur l'identité, la posture morale et le travail intérieur requis lorsque les structures familiales se dissolvent. Il est question d'attente — non comme paralysie, mais comme un mouvement intérieur discret par lequel le changement s'opère, souvent au-delà des signes visibles.

Pour beaucoup, un permis de séjour temporaire n'est qu'une classification administrative — un statut légal défini par des règlements. Avec le temps, toutefois, il peut en venir à signifier davantage : une condition prolongée d'incertitude, un espace où la tension entre intégrité personnelle et procédure institutionnelle se fait sentir au quotidien. Dans cet espace, l'espoir coexiste avec la retenue, l'aspiration avec l'endurance, et le désir d'appartenance

rencontre des systèmes qui ne sont pas toujours conçus pour reconnaître toute la profondeur de l'expérience humaine.

Pour les Érythréens en particulier, cette condition porte souvent un poids supplémentaire. Lorsque le départ n'est pas un choix mais une nécessité — lorsque le retour n'est pas une option viable — l'éducation et les qualifications ne se traduisent pas automatiquement par mobilité ou liberté de choix. On peut être formé, compétent et désireux de contribuer, tout en demeurant confiné dans une catégorie administrative étroite. Cette situation prolongée semble affecter les réfugiés érythréens de manière particulière et persistante.

Cette réflexion ne nie pas la nécessité des mécanismes de protection, ni ne simplifie leur complexité. Elle s'interroge plutôt sur ce qui advient lorsque des mesures conçues comme temporaires se prolongent au-delà de leur intention initiale ; lorsque la protection devient durable ; et lorsque des vies demeurent en suspens — non uniquement par volonté délibérée, mais par l'inertie silencieuse de processus qui continuent simplement parce qu'ils ont commencé.

Ce qui donne à cet ouvrage sa profondeur n'est pas la souffrance seule, mais la conscience avec laquelle elle est observée. Ces pages ne cherchent ni à accuser ni à justifier. Elles visent à éclairer — à

transformer l'expérience en compréhension et l'endurance en discernement. Ce qui en émerge est une lucidité plus humaine, plus stable — non le désespoir, mais une clarté apaisée.

Au fil du récit surgissent des questions qui se situent au-delà des permis et des frontières. Que signifie appartenir dans un monde régi par des documents ? Comment la valeur humaine est-elle mesurée au sein des systèmes administratifs ? Comment les sociétés peuvent-elles concilier prudence et compassion ? Et que devient l'esprit humain lorsque la vie se déploie dans une incertitude prolongée ?

Ce n'est pas l'histoire d'une vie diminuée par les circonstances, mais d'une vie façonnée par elles. Elle affirme que l'incertitude n'érode pas nécessairement l'intégrité, et que la réflexion, la patience et l'apprentissage peuvent transformer l'attente en expérience formatrice.

Derrière chaque numéro de dossier se trouve une vie — des souvenirs, une lignée, des aspirations — un monde intérieur qui ne peut être réduit à un statut ou à une procédure. Pourtant, cette vie continue de vieillir, comme toute autre.

En vérité, nous nous tenons tous sur un sol mouvant. Certains peuvent paraître en sécurité, d'autres incertains ; certains perçoivent l'eau monter plus tôt que d'autres. Pourtant, le sable

sous chaque pas se déplace silencieusement. Le temps avance sans distinction. Il ne favorise pas, il ne discrimine pas.

Dans ce sens plus profond, nul ne se tient en dehors de la condition humaine. Nous avançons tous, doucement, vers la même terre qui deviendra un jour notre demeure permanente — nul exempté, nul immuable.

En définitive, ce voyage est autant intérieur qu'extérieur. Il révèle que le sens émerge souvent du silence, que l'orientation surgit parfois là où on ne l'attend pas, et que rien d'essentiel ne se perd lorsque l'on apprend à s'écouter et à avancer avec une tranquille résolution.

Ces pages invitent à réfléchir à une vérité simple mais profonde : l'appartenance n'est pas conférée par un document, mais se cultive par la persévérance, la compréhension et le courage de rester humain face à l'incertitude. Ceux qui ouvrent les portes et ceux qui les ferment partagent la même condition fragile. Leurs rôles ne diffèrent que pour un temps ; ils ne sont que des figures dans le grand théâtre de la vie — passant comme passe le vent, brefs et changeants, comme tout ce que nous avons jamais connu.

En ce sens, le « temporaire » n'est pas seulement une désignation administrative ; il est la nature même de la vie. Tout ce qui vient

Vingt hivers en silence

s'en va. Ce mouvement ne devrait pas nous surprendre — il est le rythme silencieux par lequel la vie se déploie.

Puisse cet ouvrage offrir un moment de réflexion, approfondir la compréhension et donner discrètement voix à ceux qui attendent — non dans la défaite, mais dans la dignité.

Leçons avant le voyage

Ceci n'est pas l'histoire d'un seul réfugié.

C'est l'histoire de nombreuses vies qui existent dans des conditions similaires — des vies souvent inaperçues et rarement comprises.

Lorsque vous lirez ces pages, n' imaginez pas seulement le narrateur. Imaginez les innombrables personnes dont les expériences ressemblent à celle-ci, même si leurs voix ne seront peut-être jamais écrites. De temps en temps, faites une pause et posez-vous une question simple :

Que ferais-je si cela m'arrivait ?

Placez-vous à l'intérieur de l'histoire plutôt qu'à l'extérieur. Ne l'observez pas seulement comme un lecteur distant. Imaginez que vous faites aussi partie des structures qui façonnent la vie humaine — celui qui écrit les lois, l'autorité qui les applique, et le citoyen qui doit vivre sous leurs conséquences.

Lorsque nous regardons la vie sous plusieurs angles, quelque chose de subtil se produit souvent. La vie que nous voyons chez une autre personne commence à ressembler à la nôtre. Ce qui paraît d'abord être le destin de quelqu'un d'autre devient peu à peu un miroir.

Ce livre est écrit à partir de la conviction que certaines histoires doivent exister pour être comprises. Derrière chaque catégorie juridique et chaque définition politique se trouve une vie humaine — avec les mêmes peurs, les mêmes espoirs et la même dignité que nous partageons tous.

Avant de raconter mon histoire personnelle, je voudrais commencer par deux expériences qui ont profondément influencé ma manière de comprendre la vie. Ce sont des moments simples, mais les leçons qu'ils portent dépassent largement les circonstances dans lesquelles ils se sont produits.

La première histoire

Il y a de nombreuses années, lorsque j'étais étudiant à l'université d'Arba Minch, j'assistais souvent à un petit service évangélique le dimanche.

Un jour, un pasteur invité vint prêcher devant la congrégation.

Pendant son sermon, il raconta une histoire qui m'est restée en mémoire depuis lors. Elle s'était déroulée dans la ville de Hawassa.

À cette époque, une petite église connaissait une croissance rapide dans la région. Comme la majorité de la population suivait la tradition orthodoxe éthiopienne, l'expansion de cette nouvelle

congrégation suscita des tensions. Certains commencèrent à percevoir cette église comme une menace.

Selon le récit du pasteur, un groupe dirigé par un prêtre local décida finalement d'incendier le bâtiment où la congrégation se réunissait.

Le jour même où cela devait se produire, quelque chose d'inattendu arriva.

Le pasteur expliqua qu'il avait soudain ressenti l'impulsion d'aller à la gare routière. Il n'avait aucune raison précise et aucun plan particulier, mais il monta dans un bus en direction d'Addis-Abeba.

Lorsque le bus s'arrêta à Shashemene, il commença à se poser des questions.

Pourquoi suis-je en train d'aller à Addis-Abeba ?

Il envisagea de descendre du bus. Mais à ce moment-là, raconta-t-il plus tard, il eut l'étrange impression de ne pas pouvoir bouger — comme si quelque chose le retenait doucement à sa place.

Le bus poursuivit sa route et il arriva à Addis-Abeba ce soir-là.

Le lendemain, il reçut une nouvelle bouleversante.

L'église de Hawassa avait été incendiée et plusieurs membres de la congrégation avaient été tués.

Ce n'est qu'alors qu'il comprit que l'impulsion qui l'avait conduit à monter dans ce bus lui avait peut-être sauvé la vie.

Mais l'histoire ne s'arrêta pas là.

Le prêtre qui avait dirigé l'attaque tomba gravement malade et resta longtemps alité. Avec le temps, les membres de la même congrégation qu'il avait persécutée prièrent pour sa guérison.

Le pasteur lui-même se rendit à son chevet pour prier pour lui.

Que l'on interprète ces événements à travers la foi, le hasard ou les mystères de la vie humaine, la leçon demeure profonde : un homme fut protégé sans comprendre pourquoi, tandis qu'un autre, après avoir causé du tort, fit l'expérience du pardon.

La seconde histoire

La seconde histoire est plus personnelle.

Lorsque j'étais plus jeune, je tombai profondément amoureux d'une femme. Mes pensées tournaient souvent autour d'elle. J'imaginai des possibilités et construisais dans mon esprit tout un avenir.

Vingt hivers en silence

Pourtant, au lieu de m'apporter la paix, cet amour apportait une forme d'agitation intérieure.

Un matin, après une longue nuit de réflexion, je décidai soudain de ne pas aller travailler. Je pris la route vers Segeneyti, une petite ville au sud d'Asmara où elle vivait.

Je ne comprenais pas pleinement pourquoi je ressentais cet élan, mais l'impulsion était assez forte pour que je la suive.

Lorsque j'arrivai, j'entrai dans une petite maison de thé où de nombreuses personnes se réunissaient pendant la journée.

À l'instant même où je franchis la porte, je la vis assise à une table avec un autre homme.

Ils prenaient le thé avec quelques collègues.

Je les saluai poliment et m'assis à une autre table.

Peu après, le groupe partit. Elle ne me dit pas au revoir.

Plus tard dans la soirée, je les revis marcher ensemble vers sa maison.

À cet instant, quelque chose devint clair en moi.

L'histoire que j'avais construite dans mon esprit — l'image de l'amour que j'avais imaginée — n'était pas la réalité.

Étrangement, cette prise de conscience ne provoqua pas de désespoir. Elle apporta plutôt une forme de clarté.

Le voyage que j'avais entrepris ce matin-là avait simplement révélé la vérité.

À partir de ce jour, ma compréhension de l'amour changea. Au lieu d'abandonner entièrement mon être à une seule personne, je commençai à cultiver une forme d'amour plus large — un amour capable d'exister sans illusion ni possession.

Ce que ces moments m'ont appris

Bien que ces deux histoires soient différentes, elles partagent un fil commun.

Dans les deux cas, les événements ont conduit à une révélation de la vérité.

Parfois, la vie nous guide à travers des intuitions, des impulsions ou des circonstances que nous ne comprenons pas immédiatement. Ce n'est que plus tard que nous réalisons comment ces moments ont transformé notre compréhension.

Vingt hivers en silence

Si nous observons la nature avec attention, nous y voyons une leçon semblable.

La pluie tombe sur la terre sans choisir où elle doit tomber. Elle ne distingue pas entre riches et pauvres, vertueux et imparfaits. Elle tombe simplement.

Une fleur répand son parfum sans demander qui mérite sa beauté.

La nature donne sans juger.

Les êtres humains, cependant, se divisent souvent à travers des titres et des étiquettes. Ces rôles peuvent créer l'illusion que certaines personnes se tiennent au-dessus des autres.

Mais lorsque les circonstances changent — lorsque la maladie survient ou que le pouvoir disparaît — les titres s'effacent, et l'être humain demeure.

Peut-être que le véritable sens de la vie n'est pas de dominer les autres ni d'accumuler du statut, mais de découvrir une conscience plus profonde de notre condition commune.

Il est facile de croire qu'un certificat est une preuve de connaissance. Pourtant, la connaissance n'apparaît pas soudainement au moment où un document nous est remis.

Vingt hivers en silence

La véritable connaissance se développe lentement, à travers l'expérience, l'observation, l'humilité et le temps.

La connaissance n'est pas quelque chose que nous possédons comme un objet. C'est quelque chose dans lequel nous entrons progressivement.

À bien des égards, la connaissance ressemble davantage à une rivière qu'à un trophée. Une rivière commence modestement comme une petite source. Au fil de son parcours, elle reçoit d'autres affluents, élargit son cours et devient capable de nourrir des paysages entiers.

La sagesse grandit de la même manière.

Le danger apparaît lorsque la connaissance se confond avec le statut.

Les titres et les certificats peuvent facilement nourrir l'ego.

Mais la vie offre tôt ou tard sa propre correction silencieuse.

Lorsque nous voyons clairement, nous comprenons qu'au-delà de tous les titres et de tous les documents, chaque personne reste ce qu'elle a toujours été : *un voyageur qui traverse brièvement l'existence.*

Vingt hivers en silence

Peut-être qu'un jour, lorsque le bruit des réussites s'apaisera et que le poids des titres deviendra léger, nous verrons enfin ce qui était présent depuis le début.

La connaissance n'a jamais été une possession, ni un signe de supériorité. Elle était une invitation silencieuse à nous comprendre nous-mêmes et à comprendre les autres.














Dans cette lumière, un diplôme ou un travail scientifique n'est pas un symbole d'importance, mais une capacité de contribuer.









Les difficultés deviennent des occasions de grandir, et les rencontres avec les autres deviennent des miroirs pour la réflexion intérieure.

C'est dans cet esprit que l'histoire qui suit doit être lue.

.

Table des matières

Avant-propos	vii
Prologue	ix
Leçons avant le voyage	xiv
CHAPITRE I : La vie entre deux mondes	1
 Exil, identité et le travail silencieux du devenir.....	2
 Un tournant décisif : l'arrivée en Suisse.....	7
 Une vie en suspens	9
 Transformer la douleur en sens	11
 Un appel à la compréhension et à l'équité	13
 Pourquoi j'ai choisi d'écrire.....	17
 Vivre au-delà des frontières : une peur sans fin.....	25
 Érythrée : Faire taire son avenir	34
 Durban, 2002 — Leadership, attentes et désillusion.....	42
 Rétention, responsabilité et conditions d'un retour crédible	46
 Quand la protection devient nuisible : le service national, les moyens de subsistance abandonnés et le coût de l'inertie.....	51
 Le théâtre de la permanence.....	57
 La mise en scène de la légitimité.....	62

 Pourquoi le retour après l'indépendance n'était pas envisageable.....	66
 Protéger l'avenir sans sacrifier le présent.....	69
 Ancré par la mémoire : appartenir à un lieu	74
 Capital humain en conflit : l'expulsion des Érythréens d'Éthiopie.....	79
 Développement, gouvernance et le coût de la perte humaine	Error! Bookmark not defined.
 Le sens d'une patrie.....	Error! Bookmark not defined.
 Une réflexion plus large : gratitude et introspection.....	Error! Bookmark not defined.
 Réflexion finale : La vie continue	Error! Bookmark not defined.

CHAPITRE II : L'esprit du réfugié. **Error! Bookmark not defined.**

Un reflet confondu avec la réalité.**Error! Bookmark not defined.**

Le paysage intérieur du déplacement : de l'empreinte à la conscience

Error! Bookmark not defined.

Subjectivité, objectivité et vérité vécue**Error! Bookmark not defined.**

Le cactus : une leçon de vie au-delà de l'opinion

Error! Bookmark not defined.

De la conscience intérieure à la paix sociale**Error! Bookmark not defined.**

La conscience et l'architecture de la stabilité**Error! Bookmark not defined.**

Héritages historiques et perception sociale **Error! Bookmark not defined.**

Les besoins fondamentaux comme fondement d'une stabilité durable **Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : La vie avant l'étiquette **Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE III : Intégration — Vivre au sein d'un nouveau cadre **Error! Bookmark not defined.**

Une nuit de vigilance **Error! Bookmark not defined.**

L'intégration au-delà de la surface : la rencontre des mondes intérieurs **Error! Bookmark not defined.**

Langue et intégration : entre pont et barrière **Error! Bookmark not defined.**

Au-delà de la langue : codes sociaux et littérature culturelle **Error! Bookmark not defined.**

L'intégration au-delà des politiques : les leçons de la vie quotidienne **Error! Bookmark not defined.**

Santé, prévention et fondements du bien-être en Europe... **Error! Bookmark not defined.**

Santé bucco-dentaire, continuité des soins et vulnérabilité des réfugiés **Error! Bookmark not defined.**

Intégration dans le monde du travail suisse **Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : L'intégration comme maturité partagée.. **Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE IV : Travail, autorisation et barrières invisibles

..... Error! Bookmark not defined.

Là où les barrières restent non écrites **Error! Bookmark not defined.**

Intégration et restriction : un paradoxe structurel..... **Error! Bookmark not defined.**

Soutien sans placement..... **Error! Bookmark not defined.**

Parcours administratifs et rythme de la participation..... **Error! Bookmark not defined.**

Le goulot d'étranglement invisible : reconnaissance, autorisation et valeur à long terme **Error! Bookmark not defined.**

Protection des réfugiés et préservation des capacités humaines **Error! Bookmark not defined.**

Stages, supervision et alignement institutionnel..... **Error! Bookmark not defined.**

Vivre face au mur invisible : recherche d'emploi avec un permis F — une expérience personnelle... **Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : Entre permission et participation..... **Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE V : La vie académique en suspens Error! Bookmark not defined.

Une réflexion avant le récit..... **Error! Bookmark not defined.**

Universités, exil et quête de sens.. **Error! Bookmark not defined.**

Le pont inachevé entre possibilité et accomplissement..... **Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : apprendre sans permission **Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE VI : L'attente d'appartenir **Error! Bookmark not defined.**

Le langage silencieux des rencontres ordinaires.....**Error! Bookmark not defined.**

L'appartenance au-delà de la permission **Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : entre protection et participation**Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE VII : Vivre dans l'incertitude **Error! Bookmark not defined.**

Logement, relocalisation et réalités pratiques **Error! Bookmark not defined.**

Prise de décision, évaluation et cohérence institutionnelle **Error! Bookmark not defined.**

Protection, régulation et espace pour le lien humain.....**Error! Bookmark not defined.**

Réflexion finale : entre protection et incertitude**Error! Bookmark not defined.**

CHAPITRE VIII : Vers la cause intérieure **Error! Bookmark not defined.**

Le pouvoir de la perception et l'état d'esprit d'abondance. **Error! Bookmark not defined.**

Lorsque la vie révèle son fil caché **Error! Bookmark not defined.**

Vingt hivers en silence

Réflexion finale — Vers la cause intérieure **Error! Bookmark not defined.**

Remerciements..... Error! Bookmark not defined.

Épilogue..... Error! Bookmark not defined.

À propos de l'auteur..... Error! Bookmark not defined.

CHAPITRE I : La vie entre deux mondes



Lorsque le chemin extérieur se rétrécit, le chemin intérieur s'élargit.

Exil, identité et le travail silencieux du devenir

Avant d'aborder les questions centrales de cet ouvrage, il est nécessaire d'expliquer comment ce parcours a commencé — comment j'en suis venu à chercher refuge en Suisse, et ce qui s'est ensuivi.

Je commence par mon propre récit — qui je suis, et les expériences fondatrices qui m'ont façonné. À partir de là, la perspective s'élargit progressivement : d'abord vers l'Érythrée et l'Éthiopie, les paysages de mon enfance ; puis vers les réalités politiques de la Corne de l'Afrique, dont les dynamiques ont conduit nombre de personnes à l'exil. Comprendre ce contexte plus large est essentiel. Il éclaire non seulement les trajectoires individuelles, mais aussi les forces structurelles qui, souvent silencieusement, donnent naissance aux déplacements en Afrique de l'Est.

Sur cette base, l'attention se porte ensuite vers la Suisse et vers la signification d'un permis de séjour — ce qu'il promet en principe, la manière dont il se déploie en pratique, et comment le statut juridique façonne subtilement la texture de la vie quotidienne. Une attention particulière sera accordée au système politique érythréen et à ses conséquences à long terme, avant que le récit ne

revienne vers l'intérieur, à travers un témoignage personnel issu de deux décennies d'expérience vécue en exil.

À travers des exemples concrets, je réfléchis à ce que signifie pour une vie d'être mise « en suspens » — non comme une abstraction, mais comme une condition quotidienne.

Ce récit est offert de bonne foi : pour présenter les faits tels qu'ils ont été vécus, pour éclairer certains malentendus et pour donner voix à des réflexions souvent demeurées dans l'ombre, mais qui persistent silencieusement dans la conscience.

Je suis né à Addis-Abeba, en Éthiopie, de parents érythréens. Comme de nombreux Érythréens ayant grandi en Éthiopie durant une période de tensions politiques et de redéfinition des frontières nationales, j'ai hérité de la nationalité érythréenne par ascendance. Mon enfance et ma formation se sont déroulées en Éthiopie, où j'ai manifesté très tôt de grandes facilités d'apprentissage.

J'ai obtenu un diplôme en génie civil, avec une spécialisation en ingénierie de l'irrigation, à l'Université d'Arba Minch (anciennement appelée Institut de technologie de l'eau d'Arba Minch (Arbaminch Water Technology Institute). Dès le début, ma formation exigeait à la fois une rigueur analytique et un contact direct avec les systèmes hydriques — un domaine qui allait demeurer central dans mon identité professionnelle.

Vingt hivers en silence

Ma quête de connaissance s'est poursuivie à travers différents continents et traditions académiques. J'ai obtenu un master en ingénierie hydrologique à l'Université du KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud, où mes recherches ont exigé une analyse quantitative rigoureuse et un engagement académique soutenu. Ces travaux ont donné lieu à des publications évaluées par les pairs ainsi qu'à des ouvrages académiques traduits dans sept des langues les plus parlées au monde et conservés dans des collections universitaires internationales.

J'ai ensuite entrepris des études doctorales à deux reprises — d'abord en Afrique du Sud, puis en Suisse. Ces parcours ont été interrompus non par des limites académiques, mais par des contraintes financières et administratives — une distinction mentionnée ici par souci de clarté et d'exactitude factuelle.

Si les titres académiques ne remplacent pas le savoir lui-même, ils constituent une reconnaissance formelle d'une formation structurée et de compétences scientifiques. L'interruption des études doctorales n'a pas marqué une fin intellectuelle, mais une réorientation sous contrainte.

Sans me décourager, j'ai poursuivi l'élargissement et l'approfondissement de mes compétences. J'ai entrepris des études avancées en urbanisme à l'Université de Genève et à l'EPFL (École

polytechnique fédérale de Lausanne). En parallèle, j'ai suivi des formations professionnelles en modélisation 3D avec AutoCAD et Revit, obtenant une certification Autodesk (USA), ainsi que d'autres formations techniques à Genève. Ces expériences ont renforcé la dimension appliquée de ma formation d'ingénieur et élargi ma capacité interdisciplinaire.

Mon expérience professionnelle comprend la participation à des projets de construction de barrages en Érythrée ainsi qu'au développement d'infrastructures d'irrigation en Éthiopie. J'ai mené plusieurs études hydrologiques pour des sites potentiels de barrages et participé à des investigations techniques ainsi qu'à des études de faisabilité. Durant mes années de service en Érythrée, j'ai également supervisé la construction de barrages ainsi que celle d'un bâtiment hospitalier à Assab dans le cadre du programme de service national.

Mon travail de terrain impliquait l'utilisation d'instruments topographiques tels que théodolites, stations totales et équipements GPS. J'ai développé une solide maîtrise de logiciels hydrologiques et d'ingénierie tels que HEC-RAS, HEC-HMS, Google Earth Engine pour l'analyse hydrologique, ArcGIS et QGIS pour la modélisation spatiale et des bassins versants, ainsi que le modèle hydrologique SWAT, qui demeure central dans ma spécialisation technique.

Vingt hivers en silence

Parallèlement à ma formation technique, j'ai poursuivi des études approfondies de langue française dans plusieurs institutions, notamment à l'Université de Genève (Faculté des lettres, École de langue et de civilisation françaises), à l'Université de Fribourg (Cours d'Introduction aux Études Universitaires en Suisse), ainsi qu'à l'IFAGE (Institut de formation des adultes de Genève). Cette préparation m'a permis de m'intégrer pleinement dans des environnements académiques et professionnels fonctionnant dans plusieurs langues.

En parallèle de mon travail scientifique, j'ai nourri une réflexion soutenue sur les questions de conscience, d'éveil et des principes fondamentaux de l'existence humaine. Cette dimension introspective a enrichi ma vision du monde et influencé le ton de mes écrits, alliant précision technique et profondeur philosophique.

Sur le plan professionnel, j'ai obtenu le titre EUR ING délivré par la FEANI (Fédération Européenne d'Associations Nationales d'Ingénieurs), reconnaissant mes qualifications au niveau européen. J'ai également été membre de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) et inscrit au registre officiel des ingénieurs du canton de Genève. Par ailleurs, j'ai été membre de l'Institution of Engineering and Technology (IET) au Royaume-Uni.

J'ai par la suite choisi de mettre fin à ces affiliations — non par manque de qualification, mais parce que des contraintes structurelles prolongées liées au cadre du statut de réfugié limitaient un engagement professionnel significatif. Maintenir des adhésions formelles sans accès correspondant à des opportunités équitables ne justifiait plus les engagements financiers et pratiques que cela impliquait. Cette décision fut pragmatique plutôt que symbolique, reflet d'une évaluation des réalités institutionnelles plutôt qu'un retrait des standards professionnels ou des compétences acquises.

Un tournant décisif : l'arrivée en Suisse

En janvier 2007, je me suis rendu en Suisse pour un entretien d'embauche auprès d'une organisation internationale à Genève. Lorsque les circonstances ont pris un tournant inattendu, j'ai pris la décision difficile de demander l'asile — un choix motivé non par des difficultés économiques, mais par un besoin réel de sécurité, de dignité et de liberté de vivre sans peur.

Avant mon arrivée en Suisse, j'avais déjà été confronté aux réalités éprouvantes vécues par de nombreux Érythréens. Le climat politique en Érythrée est largement documenté pour ses détentions arbitraires, l'absence de procédure régulière et les

sévères restrictions des libertés civiles. Mon expérience personnelle s'inscrit dans ce contexte plus large :

Mon oncle est décédé dans des circonstances que beaucoup ont jugées suspectes, apparemment après avoir fait l'objet d'un examen attentif lié à son parcours éducatif et à ses opinions politiques à Asmara. À cette époque, il travaillait au sein du département d'ingénierie du bureau du Président.

Mon frère aîné, technicien au sol dans l'armée de l'air avec plus de trente ans d'expérience comme mécanicien aéronautique, a été emprisonné pendant trois ans dans un centre de détention à Asmara connu pour ses conditions sévères. Il a été détenu sans inculpation formelle ni procédure judiciaire régulière — privé de tout recours.

Moi-même, j'ai été soumis à des actes d'intimidation. Ingénieur de formation, je me suis retrouvé affecté à des travaux manuels quotidiens dans des conditions dures et souvent brutales — présentés comme un service national au pays. Harcèlement répété, détention et menaces ont progressivement fait partie de ma réalité.

J'ai été enrôlé de force dans un entraînement militaire en Érythrée et, même après mon installation en Afrique du Sud, j'ai continué à subir des pressions et des mesures coercitives exercées de manière informelle par des représentants de l'État érythréen.

Ces événements ont rendu tout retour impossible. L'exil est devenu un acte de survie plutôt qu'un choix. Comme je le formule :

« J'ai choisi de recommencer plutôt que de vivre une existence façonnée par la peur et la torture. »

Une vie en suspens

Après avoir déposé ma demande d'asile, j'ai été autorisé à rester en Suisse sous une forme de protection temporaire. J'ai été reconnu comme réfugié, mais sans bénéficier d'un permis de séjour permanent ni d'une pleine participation civique. La décision reconnaissait les risques liés à un éventuel retour, mais s'arrêtait avant d'offrir une stabilité à long terme. Elle garantissait la sécurité — tout en laissant l'horizon lointain indéfini.

Là réside un paradoxe discret : l'existence du danger était formellement reconnue, la réalité de ma situation confirmée ; pourtant, la protection accordée demeurait provisoire. D'un point de vue rationnel, cette tension entre reconnaissance et hésitation appelle à la réflexion.

À première vue, une telle protection semble transitoire — un pont entre la crise et la stabilité. En pratique, cependant, le caractère temporaire peut acquérir une permanence inattendue. Cela

commence silencieusement : on s'adapte, on attend, et l'on suppose que le mouvement viendra en temps voulu.

Avec le temps, j'ai compris que ce qui est qualifié de provisoire peut façonner l'architecture de la vie quotidienne de manière subtile mais profonde. Le statut juridique ne détermine pas seulement des droits ; il influence le rythme, l'accès, les attentes et les marges invisibles au sein desquelles les décisions sont prises. Il oriente les trajectoires et, parfois, restreint discrètement l'élan — une condition en décalage avec le courant plus profond de la vie, qui tend naturellement vers la croissance, le mouvement et l'épanouissement.

Cela signifie que les portes ne sont ni totalement fermées ni pleinement ouvertes — simplement entrouvertes.

Malgré mes qualifications et ma volonté de contribuer dans les domaines de l'ingénierie, de l'hydrologie et de la recherche, les avancées ne se sont pas déroulées comme prévu. Les efforts d'intégration professionnelle ont rencontré des retards. Les candidatures progressaient, puis s'interrompaient silencieusement. Les initiatives indépendantes se heurtaient à des complexités réglementaires difficiles à naviguer dans un cadre temporaire.

Dans certains cas, les réponses arrivaient sans explication détaillée ; dans d'autres, le silence remplaçait toute réponse. Avec le temps, ce schéma suggérait que la limitation ne se manifeste pas toujours par une interdiction formelle. Elle peut apparaître sous forme d'hésitation, d'interprétation ou de prudence administrative.

Progressivement, j'ai compris que la vie est façonnée non seulement par la loi écrite, mais aussi par l'espace entre la loi et son application.

Pourtant, je ne me suis pas retiré. J'ai choisi de m'adapter — de continuer à apprendre, d'approfondir mes connaissances et de rechercher un engagement significatif là où cela était possible, en préservant une direction même lorsque le mouvement semblait différé.

Transformer la douleur en sens

J'ai rédigé des ouvrages en hydrologie, en réflexion spirituelle et en écrits autobiographiques — témoignant d'une vie vécue entre continents, disciplines et systèmes. Parallèlement à ma formation académique, j'ai continué à approfondir de manière autonome ma compréhension scientifique : en résolvant des problèmes hydrologiques, en menant des exercices analytiques, en développant des modèles et en élargissant progressivement mon

expertise au-delà des exigences minimales des programmes universitaires.

Ces efforts se sont déployés dans un environnement professionnel qui ne permettait pas toujours l'expression pleine de ma formation. Les opportunités d'appliquer des connaissances spécialisées d'une manière susceptible de contribuer plus directement aux infrastructures publiques, aux générations futures et au développement sociétal plus large sont demeurées limitées.

Cependant, plutôt que de laisser la contrainte déterminer l'issue, j'ai choisi de rediriger mon énergie vers l'intérieur — affiner la pensée, renforcer la discipline et cultiver la lucidité. Ce qui aurait pu être perçu comme une limitation est devenu un espace de consolidation intellectuelle et de création intentionnelle.

J'ai également consacré du temps à explorer en profondeur la campagne suisse, parcourant villages, montagnes, lacs et sites historiques. Par la photographie, la vidéo et une observation attentive, je me suis immergé dans les paysages et le tissu culturel du pays. Ces voyages ont ensuite inspiré un ouvrage célébrant les environnements naturels qui m'ont offert apaisement, continuité et force tranquille durant des années marquées par l'incertitude.

Comme je le souligne souvent :

« Ce ne sont pas seulement les forces extérieures qui façonnent une personne, mais la souplesse du regard — la capacité du for intérieur à rencontrer les circonstances avec conscience et compréhension. »

Un appel à la compréhension et à l'équité

Je continue d'accorder ma confiance au système juridique et judiciaire suisse, convaincu que ses principes d'équité et de proportionnalité sont conçus pour garantir à la fois protection et participation. Mon aspiration est simple : travailler, contribuer de manière constructive, construire une vie familiale et participer à la société sur un pied d'égalité — plutôt que de demeurer indéfiniment dans une condition provisoire.

En choisissant le refuge, je n'ai pas abandonné mes responsabilités. Au contraire, j'ai refusé que mon savoir, ma conscience ou mon avenir soient réduits à des instruments de contrainte. J'ai cherché protection contre la violence et revendiqué la liberté fondamentale de vivre hors de portée du contrôle autoritaire. Cette décision ne fut pas une fuite, mais une affirmation de principe — un engagement à préserver à la fois mon intégrité personnelle et le respect de la vie.

En moi subsiste un témoignage — de conflit, de service obligatoire, de parcours interrompus et de choix limités par les circonstances. Ces réflexions ne sont pas partagées dans l'amertume, mais dans la

reconnaissance d'histoires rarement entendues, et dans la conviction que rester fidèle à sa conscience n'est pas une trahison, mais une forme de stabilité intérieure.

C'est pourquoi ce récit invite à réfléchir à la manière dont les sociétés accueillent ceux qui cherchent protection — non seulement comme bénéficiaires d'assistance, mais comme individus dotés d'éducation, de compétences et d'un désir sincère de contribuer de façon significative.

Si ce témoignage parvient à celles et ceux investis de responsabilités juridiques, administratives ou humanitaires, il est offert dans l'espoir que la compréhension s'approfondisse et que la perspective s'élargisse. Mon intention demeure constructive : participer pleinement dans le cadre de la loi, assumer mes responsabilités et vivre avec dignité, en accord avec les valeurs que les sociétés démocratiques s'efforcent de défendre.

Au-delà de la dimension personnelle, une réflexion plus profonde traverse ces expériences.

Chaque être humain entre dans un monde qui existait bien avant son arrivée. Aucun enfant ne naît propriétaire d'une terre, ni détenteur d'un territoire. Nous arrivons dans des paysages déjà façonnés par l'histoire, la culture et le travail discret des

générations. Ces structures nous précèdent et continueront d'exister bien après notre départ.

Il est peut-être donc plus juste de ne pas parler de propriété, mais de **garde** ou de **responsabilité**. Ceux qui vivent sur une terre n'en sont pas les maîtres ; ils en sont les gardiens temporaires, chargés d'en prendre soin. Le sol sous nos pieds, les rivières qui le traversent et la vie qu'elles nourrissent n'appartiennent pas aux individus, mais à la continuité plus vaste de la vie elle-même.

Dans cette perspective, un nouveau venu n'est pas nécessairement un intrus, mais peut devenir à son tour un gardien — quelqu'un qui apprend à respecter, protéger et enrichir la même terre que d'autres ont longtemps protégée. L'histoire de la terre n'est donc pas celle de la possession, mais celle de la continuité. Chaque génération la reçoit pour un temps, en prend soin du mieux possible, puis la transmet à la suivante.

Le corps humain lui-même reflète silencieusement cette relation. Avec le temps, il se nourrit de ce que la terre offre — son eau, ses fruits, ses grains et la vie qu'elle soutient. Nos cellules meurent et se renouvellent constamment ; jour après jour, le corps se reconstruit à partir de ce que la terre lui donne.

Lorsqu'une personne vit longtemps dans un même lieu, son corps finit progressivement par être composé de ce paysage lui-même. Le

sol qui nourrit les champs, l'eau qui traverse la région et la nourriture qu'elle produit deviennent peu à peu une partie de la substance même du corps. Dans ce sens, l'appartenance ne naît pas d'une déclaration, mais d'une transformation silencieuse.

Par ce lent renouvellement, une personne ne vit pas seulement sur la terre — la terre commence aussi à vivre en elle. Et à ce moment-là, presque naturellement, elle devient non pas propriétaire, mais gardienne du lieu qui l'a nourrie.

La question la plus profonde n'est donc pas de savoir **qui possède** la terre, mais qui est prêt à en prendre soin avec responsabilité, humilité et amour.

De ce point de vue, l'appartenance devient moins une affaire de possession qu'une question de coexistence. La terre offre un espace pour apprendre, croître et faire l'expérience de la vie. Les systèmes humains organisent cet espace — parfois avec sagesse, parfois avec imperfection — mais ils ne modifient pas cette vérité fondamentale : tous ceux qui naissent partagent la même maison planétaire.

Reconnaître cette perspective peut atténuer l'élan qui pousse à se voir les uns les autres comme des intrus plutôt que comme des compagnons de route. La prudence et la vigilance sont nécessaires dans la gouvernance ; mais il est tout aussi essentiel de reconnaître que ceux qui vivent sur une terre pendant de nombreuses années

finissent par en faire partie — en contribuant, en s’adaptant et en partageant sa vie. Avec le temps, la présence crée le lien. En ce sens, l’appartenance ne dépend pas uniquement de l’origine, mais aussi de la participation et de l’existence partagée.

Pourquoi j’ai choisi d’écrire

J’ai décidé d’écrire ce livre parce qu’au fil du temps, de nombreuses personnes — membres de ma famille, professionnels, connaissances et même amis bien intentionnés — m’ont posé la même question à plusieurs reprises :

« Pourquoi vivez-vous en Suisse ? Pourquoi avez-vous choisi la vie de réfugié alors que vous auriez pu travailler et vivre plus confortablement ailleurs ? »

Certains posaient cette question par réelle préoccupation. D’autres avec incompréhension. Quelques-uns la formulaient à partir d’hypothèses construites sur des informations partielles.

Peu à peu, j’ai compris que le silence ne servait plus la clarté. Écrire est devenu la manière la plus honnête d’expliquer ma situation — non pour me justifier, mais pour éclairer des réalités liées au statut de réfugié souvent mal comprises.

À différents moments, il m'a été suggéré — parfois directement, parfois indirectement — que mon parcours professionnel en Suisse resterait probablement limité et qu'il serait peut-être préférable d'envisager un départ. Dans certaines conversations, des références à des cas antérieurs laissaient entendre que certaines issues étaient « évidentes ». Des phrases telles que : « Vous ne pourrez peut-être pas travailler ici comme vous l'espérez » ou « Vous devriez peut-être envisager d'autres alternatives ailleurs » ont été répétées suffisamment souvent pour laisser une empreinte durable.

Je comprends que, faute de contexte complet, certains puissent supposer que les réfugiés se déplacent principalement pour des raisons économiques. Ma situation était différente. J'ai laissé derrière moi une stabilité professionnelle et un confort matériel parce que j'ai choisi la sécurité, la conscience et la paix plutôt que la contrainte. Ma décision n'était pas motivée par l'avantage, mais par la nécessité.

Il est également devenu clair que les réfugiés hautement qualifiés rencontrent souvent des difficultés particulières pour accéder à des opportunités professionnelles significatives. Cette réalité n'a pas toujours été formulée explicitement, mais elle s'est révélée par l'expérience.

Que ces limitations découlent de politiques formelles, de prudence institutionnelle, d'interprétations individuelles ou de dynamiques structurelles plus larges, le résultat peut être similaire : les progrès ralentissent, les possibilités se réduisent et l'incertitude se prolonge au-delà des attentes.

Pourtant, je n'ai pas choisi l'amertume. J'ai cherché une compréhension plus profonde du chemin devant moi.

Je ne perçois pas la vie comme une quête de confort, mais comme un lieu de formation. Les épreuves, bien que difficiles, peuvent affiner le discernement, la patience et la force intérieure. Ce qui semble d'abord être un obstacle peut, avec le temps, révéler un autre type de mouvement — celui qui renforce le caractère plutôt que de l'affaiblir.

Cette perspective ne nie pas que les systèmes humains reflètent les limites humaines — peur, insécurité, compréhension incomplète ou intérêts personnels. Je ne suis pas naïf. L'imperfection existe. Mais répondre à la difficulté par le ressentiment ne fait qu'amplifier ce que l'on cherche à dépasser.

J'ai choisi un autre chemin — guidé davantage par la réflexion que par la réaction, davantage par la retenue mesurée que par l'opposition. Ce choix ne nie ni l'injustice ni la responsabilité. Il

reconnaît simplement que, si les circonstances peuvent échapper à mon contrôle, la manière dont j'y réponds m'appartient.

Dans cette lumière, l'adversité devient non une attaque, mais un miroir. Elle invite à réfléchir. Elle interroge ce qui peut être renforcé, clarifié ou ajusté en soi.

La gratitude, dans ce contexte, devient discernement — la reconnaissance que tout retard n'est pas une destruction et que toute porte fermée n'est pas définitive. Certaines situations appellent à l'action ; d'autres à la patience.

Ce n'est pas de la passivité. C'est une responsabilité — le refus d'ajouter de la souffrance en répondant par davantage de dureté. Chacun agit selon sa compréhension ; je demeure responsable de la mienne.

La vie ne s'oppose pas toujours à nous. Souvent, elle nous instruit. Ce que nous rencontrons n'est pas nécessairement une hostilité, mais une invitation : à affiner la perception, corriger la direction et mûrir intérieurement.

Ce livre est donc écrit dans un esprit de réflexion.

Pour préciser davantage, cet ouvrage n'est pas seulement un récit personnel ; il est également porté par un sens de responsabilité envers mes compatriotes érythréens. La décision de quitter ce que

nous appelons « mon pays » est rarement légère, et presque jamais dépourvue de causes profondes. Cette expression elle-même relève d'une convention humaine — car, en un sens plus large, aucune terre n'est intrinsèquement possédée ; elle est administrée, nommée et gouvernée dans des cadres historiques.

L'Érythrée a connu l'un des taux de départ de réfugiés les plus élevés proportionnellement à sa population — une réalité façonnée par des conditions structurelles de longue durée. Le service national prolongé et souvent indéfini, l'absence d'un véritable État de droit constitutionnel, les détentions arbitraires et les restrictions des libertés fondamentales ont contraint de nombreux citoyens à chercher une vie ailleurs.

Ces circonstances ont été documentées par des organisations internationales de défense des droits humains et largement relayées dans les forums mondiaux. Pourtant, les statistiques et les rapports, aussi nécessaires soient-ils, ne peuvent saisir pleinement la réalité vécue qui les sous-tend. Trop souvent, on parle des Érythréens au lieu de les entendre dans leur propre voix. Plus simplement dit, d'autres parlent des Érythréens sans leur permettre de parler pour eux-mêmes. Les politiques sont débattues, les chiffres sont cités et des catégories juridiques sont attribuées, tandis que les histoires humaines qui les sous-tendent demeurent lointaines.

Derrière les statistiques se trouvent des vies restreintes et, dans bien des cas, profondément bouleversées. Des familles sont séparées. De jeunes générations grandissent avec des choix limités quant à leur avenir. Pour beaucoup, le départ n'est plus une ambition — c'est une question de survie.

C'est pourquoi l'expérience érythréenne doit être exprimée par ceux qui l'ont vécue. L'analyse externe est précieuse, mais elle ne peut entièrement remplacer l'expérience vécue. Lorsque le silence persiste, le malentendu peut se durcir en présupposé, et la distance peut réduire la souffrance humaine à une abstraction.

Ce travail cherche donc à clarifier et contextualiser à la fois mon propre parcours et les réalités plus larges liées au statut de réfugié. Il est écrit dans un esprit de responsabilité, avec l'intention d'éclairer ce qui demeure trop souvent invisible.

J'écris en particulier pour ceux qui ne comprennent pas pleinement ce que signifie le statut de réfugié. Devenir réfugié n'est ni une décision légère ni une quête de confort. C'est un pas franchi lorsque les alternatives disparaissent ou lorsque rester devient dangereux. Les malentendus naissent rarement de l'hostilité ; plus souvent, ils proviennent d'une perspective limitée. Ce qui semble raisonnable d'un point de vue peut apparaître très différent d'un autre.

C'est ici que la distinction entre objectivité et subjectivité devient essentielle. Nos jugements sont façonnés par la culture, l'histoire, l'expérience personnelle et les connaissances antérieures. Ces influences déterminent la manière dont l'information est interprétée, dont les témoignages sont évalués et dont la crédibilité est appréciée.

J'en ai pris pleinement conscience lors d'un débat public en Suisse concernant les réfugiés érythréens. Des délégations officielles, invitées par le gouvernement, se sont rendues en Érythrée et ont été exposées à l'image d'un pays paisible et fonctionnel. Sur la base de leurs observations, certains ont conclu que la migration était principalement motivée par des raisons économiques plutôt que par un besoin de protection. De leur point de vue, ces conclusions pouvaient paraître logiques. Nous avons tendance à faire confiance à ce qui nous est montré, surtout lorsque cela provient de sources officielles. Pourtant, l'observation sans vérification indépendante ou sans témoignages alternatifs peut demeurer incomplète.

Il peut être difficile, notamment pour ceux habitués aux systèmes démocratiques, d'imaginer un gouvernement fonctionnant sans véritable contrôle public ni mécanismes institutionnels d'équilibre des pouvoirs. Dans de nombreux contextes occidentaux, les gouvernements sont censés opérer dans des cadres constitutionnels, soutenus par des institutions transparentes et

une participation civique. Ces attentes façonnent la perception. Lorsque des visiteurs observent des structures officielles, un ordre visible et des démonstrations de soutien public, ils peuvent raisonnablement supposer que des garanties similaires existent.

Cependant, dans certains contextes, le pouvoir peut être fortement centralisé. Les manifestations publiques d'unité ou de soutien ne reflètent pas nécessairement une expression politique volontaire. Lorsque l'autorité est concentrée et que la dissidence est réprimée, les apparences peuvent être soigneusement orchestrées. Ce qui est présenté aux observateurs extérieurs peut ne représenter qu'une vision partielle de la réalité quotidienne.

Dans de telles situations, la visibilité mise en scène ne correspond pas toujours à l'expérience vécue. Certaines dimensions — pratiques de détention, restrictions des libertés, service national prolongé ou difficultés quotidiennes — peuvent rester en dehors du récit officiel.

C'est précisément à ce point que le témoignage devient nécessaire : non pour substituer un récit à un autre, mais pour élargir la compréhension et permettre une comparaison éclairée.

Ce qui suit se déplace ainsi de l'interprétation vers la réalité vécue, illustrant comment ces dynamiques persistent au-delà des frontières, bien après le début de l'exil.

Vivre au-delà des frontières : une peur sans fin

Durant mes années en Afrique du Sud, j'ai entendu de nombreux témoignages d'Érythréens en exil affirmant que la peur ne s'achevait pas nécessairement avec le départ du pays. Ces expériences étaient rarement évoquées publiquement. Elles étaient partagées avec discrétion, souvent seulement après l'établissement d'une relation de confiance.

Un schéma récurrent était décrit : certaines personnes estimaient que des formes de pression associées aux structures étatiques érythréennes s'étendaient au-delà des frontières nationales, en particulier envers ceux perçus comme indépendants, critiques ou insuffisamment alignés.

Les méthodes évoquées n'étaient ni formelles ni officiellement documentées, et ne ressemblaient pas à des opérations classiques de renseignement. Elles étaient plutôt décrites comme indirectes et socialement médiatisées — impliquant la circulation de rumeurs, l'atteinte à la réputation, une intimidation subtile, l'exclusion sociale ou des tentatives d'influencer des relations professionnelles et communautaires. Pour ceux qui disaient les avoir vécues, l'effet cumulatif était souvent un sentiment persistant de vulnérabilité et de contrainte.

Dans certains cas, des interférences auraient concerné des affaires personnelles, y compris des relations familiales ou matrimoniales, accompagnées de propos laissant entendre une autorité ou une influence dépassant ce que l'on pourrait raisonnablement attendre.

Certains témoignages suggéraient également que des intermédiaires extérieurs à la communauté érythréenne immédiate pouvaient parfois être impliqués, bien que la nature et l'ampleur de cette implication demeurent souvent floues et difficiles à vérifier.

Dans certains contextes, des individus ou des groupes dans des pays voisins — en particulier là où les relations diplomatiques ou politiques avec l'Érythrée étaient perçues positivement — auraient pu considérer leurs actions comme des manifestations de loyauté ou de solidarité régionale. Pourtant, un tel alignement, lorsqu'il repose sur une compréhension limitée des réalités internes vécues par les réfugiés, peut involontairement contribuer aux pressions ressenties au sein de la diaspora érythréenne.

Dans ces situations, un soutien offert de bonne foi ne tient pas toujours pleinement compte des vulnérabilités de ceux qui ont cherché protection à l'étranger. Pour certains, le résultat fut un sentiment d'exposition persistant, même au-delà des frontières du pays d'origine.

Il est important de reconnaître que des tensions apparaissent parfois au sein des communautés diasporiques autour de la question dite de la « taxe de 2 % », un prélèvement associé aux ressortissants érythréens vivant à l'étranger. Bien qu'elle soit souvent présentée dans les communications officielles comme volontaire, de nombreux Érythréens la vivent en pratique comme une condition préalable à l'accès à certains services consulaires.

Par exemple, lors d'une demande d'assistance auprès d'une ambassade érythréenne, il peut être demandé si la taxe de 2 % a été acquittée, et une preuve de paiement peut être exigée avant toute prestation de service. Quelle que soit la nature de la requête, la question de la conformité précède fréquemment l'engagement administratif.

Pour certains, cela crée un climat où les expressions de patriotisme et d'appartenance civique semblent liées à une contribution financière. Si la politique est présentée comme un soutien au développement national, son application est perçue par beaucoup moins comme un geste volontaire que comme une attente implicite.

En pratique, le non-paiement peut entraîner la suspension de certains services administratifs, y compris la délivrance de documents officiels. De ce fait, beaucoup considèrent cette

contribution non comme facultative, mais comme fonctionnellement obligatoire.

Des divergences d'opinion sur cette question ont parfois contribué à des tensions et à des divisions au sein des communautés diasporiques, où différentes conceptions du devoir, de l'identité et de la responsabilité civique se rencontrent.

Dans certains récits, des personnes considérées comme financièrement capables mais refusant de se conformer auraient rencontré des difficultés sociales ou professionnelles qu'elles attribuent à des pressions politiques. Bien que les mécanismes exacts soient difficiles à établir avec certitude, le sentiment de vulnérabilité peut être fort dans des communautés diasporiques étroitement connectées.

Dans des régions où les relations politiques évoluent constamment, les communautés diasporiques doivent souvent naviguer dans des contextes complexes et parfois incertains. Les gouvernements de la Corne de l'Afrique et de certaines parties du Moyen-Orient établissent et réajustent leurs partenariats en fonction d'intérêts sécuritaires, économiques et stratégiques.

Dans de tels environnements, les questions de loyauté, d'influence et d'alignement politique peuvent devenir sensibles. Pour les personnes vivant à l'étranger, cela peut générer une incertitude

supplémentaire, les dynamiques politiques plus larges pouvant indirectement affecter leur vie quotidienne.

Il importe de préciser que ces éléments reflètent des perceptions et des expériences partagées au sein de communautés diasporiques. Ils n'impliquent pas une coordination uniforme entre États ou communautés. Ils mettent plutôt en lumière la manière dont des individus peuvent se sentir vulnérables dans des environnements politiques transnationaux où les lignes de responsabilité sont difficiles à tracer.

Ce type de pression, lorsqu'il existe, agit moins par ordre direct que par la formation de perceptions. Lorsque l'influence est indirecte et la responsabilité diffuse, il devient difficile d'en établir la traçabilité. Les preuves peuvent être difficiles à obtenir — non nécessairement parce que le préjudice est absent, mais parce que les actions demeurent en dessous du seuil de démonstration formelle.

Il n'est pas toujours possible de vérifier indépendamment chaque récit individuel. Ce qui demeure observable, cependant, est le climat psychologique décrit par beaucoup : un sentiment persistant de prudence qui influence les comportements même en dehors du pays d'origine. Un système n'a pas besoin d'agir partout pour être efficace ; il suffit de créer la perception qu'il le peut.

Dans ce contexte, une dynamique préoccupante peut émerger. Un Érythréen qui devient économiquement autonome à l'étranger — qui travaille, subvient à ses besoins et pense librement — peut être perçu non comme un contributeur, mais comme un risque potentiel. L'autonomie peut être interprétée comme une déloyauté. La réussite peut susciter la suspicion. Une telle logique ne renforce pas une nation ; elle l'affaiblit en remplaçant la confiance par la contrainte.

Parmi les cas fréquemment évoqués dans les discussions au sein de la diaspora figure celui de **Mohammed Saleh Mohammed Hagos**, ingénieur chimiste et entrepreneur ayant vécu de nombreuses années au Royaume-Uni. Les informations concernant sa vie et son décès proviennent principalement d'un témoignage familial rendu public, rédigé par sa sœur, **Seidi Mohammed Hagos**, et publié en juillet 2008.

Selon ce récit, Mohammed serait retourné en Érythrée après l'indépendance avec l'intention de contribuer au développement national. Il aurait investi des ressources importantes dans la modernisation de la Red Sea Soap Factory à Asmara, continué à verser les salaires durant des périodes de difficulté économique, et participé activement aux débats économiques nationaux, devenant par la suite président de la Fédération des employeurs érythréens.

Peu avant son décès, il serait apparu à la télévision d'État et aurait été publiquement félicité pour son rôle dans le développement économique. Le contraste entre cette reconnaissance officielle et les événements qui ont suivi a suscité des interrogations et approfondi l'incertitude chez de nombreux observateurs.

Avec le temps, j'ai remarqué que de telles séquences n'étaient pas isolées. Les récits publics et les présentations officielles précédaient souvent des développements significatifs, influençant la manière dont les événements étaient d'abord perçus. Intentionnellement ou non, ce schéma contribuait à façonner la perception publique et à encadrer les réalités ultérieures d'une manière qui n'était pas toujours immédiatement claire.

Le 2 juillet 2008, il fut retrouvé décédé le long de la route Asmara–Massawa. Bien qu'il ait été rapporté qu'une autopsie avait été réalisée, aucun rapport médico-légal ni conclusion judiciaire publiquement accessible n'a été diffusé.

Cet ouvrage ne cherche pas à établir les circonstances juridiques de son décès. Il s'interroge plutôt sur l'impact plus large que des affaires non élucidées de cette nature peuvent avoir sur la confiance publique. Lorsque des figures connues décèdent dans des circonstances peu claires et que la transparence est limitée, l'incertitude s'accroît. Pour les membres de la diaspora, de tels

événements peuvent renforcer la prudence et nourrir un sentiment persistant de vulnérabilité.

Des schémas similaires ont également été décrits dans d'autres situations. Lorsque les événements ne sont pas clairement expliqués ni abordés ouvertement, les personnes ont tendance à devenir prudentes dans ce qu'elles disent et dans ce qu'elles font. Une telle incertitude peut progressivement nourrir la méfiance et encourager le silence.

La question de savoir si chaque détail de ces témoignages peut être vérifié de manière indépendante est une question distincte. Ce qui est significatif pour de nombreux Érythréens, toutefois, c'est le schéma plus large que de tels récits semblent suggérer : la possibilité d'issues mortelles sans procédure judiciaire transparente, l'incertitude créée par le manque de clarification publique, et la peur ressentie par des individus qui peuvent se sentir poussés à garder le silence.

Lorsque des événements de cette nature circulent sans enquête transparente ni clarification publiquement accessible, l'incertitude s'approfondit. Dans de tels environnements, la peur ne dépend pas d'une répression constamment visible. Elle persiste parce que la responsabilité demeure obscure.

Pour ceux qui partent, le souvenir de tels cas ne disparaît pas à la frontière. Il devient partie intégrante d'un paysage psychologique partagé, dans lequel le silence est souvent associé à la sécurité, et où la prudence devient progressivement une habitude.

Il peut être utile de réfléchir – en particulier pour ceux à qui la gouvernance est confiée, ainsi que pour ceux qui lui apportent leur soutien – au fait qu'un amour véritable pour son pays ne peut être soutenu par la peur. Il grandit à partir de la confiance, du respect mutuel et de la liberté de vivre sans intimidation – que ce soit au pays ou à l'étranger.

La liberté commence là où la peur prend fin. Elle commence lorsque les individus peuvent parler honnêtement, calmement et sans crainte – lorsque les pensées peuvent être exprimées sans conséquence. Dans un tel environnement, l'attachement à un lieu émerge naturellement, enraciné non pas dans la contrainte, mais dans la dignité et la coexistence partagée.

Remarque :

La discussion concernant la mort de Mohammed Saleh Mohammed Hagos, mentionnée dans ce chapitre, est fondée sur un témoignage familial contemporain rédigé par sa sœur, Seidi Mohammed Hagos,

et publié sur Awate.com le 25 juillet 2008. Awate.com est une plateforme civique et intellectuelle érythréenne de longue date, qui publie des commentaires, des témoignages et des analyses provenant d'Érythréens vivant aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Au moment de la rédaction, l'auteur n'a identifié aucun rapport de police officiel ni aucune conclusion médico-légale publiquement accessible qui contredise de manière substantielle ce témoignage.

Ce cas est présenté afin de clarifier la source et le contexte. Il est inclus pour illustrer la manière dont des décès non élucidés, une transparence limitée et des récits concurrents peuvent contribuer à un climat d'incertitude qui façonne les expériences vécues décrites dans cet ouvrage.

Il n'est pas présenté comme un exemple exhaustif, mais comme un cas représentatif tiré d'un témoignage public documenté qui a influencé la perception publique parmi les Érythréens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger..

Érythrée : Faire taire son avenir

Pouvoir, exil et érosion du capital humain

Pour de nombreux Érythréens, parler ou écrire librement sur leur pays est devenu en soi une forme d'exil. En Érythrée, le silence n'est pas seulement encouragé — il est imposé. Avec le temps, l'espace

d'expression ouverte s'est tellement rétréci que même des pensées prudentes peuvent sembler contraintes. Cette situation n'est pas accidentelle ; elle reflète un système profondément enraciné.

L'Érythrée est souvent décrite à travers des statistiques : une importante population réfugiée, un service national prolongé et une génération dispersée sur plusieurs continents. Pourtant, les chiffres ne suffisent pas à saisir la perte plus profonde. Au-delà du déplacement physique se trouve un affaiblissement progressif de la cohésion sociale, de la continuité culturelle, de la confiance mutuelle et de la liberté d'expression — ainsi qu'une érosion du sentiment partagé d'appartenance.

Depuis l'indépendance, l'autorité est demeurée fortement centralisée, avec un contrôle institutionnel limité. L'absence d'une constitution mise en œuvre, d'un pouvoir judiciaire indépendant, d'un parlement fonctionnel et d'une presse libre a contribué à un environnement où la sécurité juridique reste fragile. Dans de telles conditions, la prudence devient habituelle et la peur façonne silencieusement les comportements.

De nombreuses figures éduquées et publiques ont appris que s'exprimer ouvertement peut entraîner des conséquences. Lorsque les lois ne sont pas appliquées de manière claire ou équitable, il devient difficile de discerner où se termine la sécurité et où

commence le danger. Au lieu de créer de la stabilité, cette situation engendre peur, hésitation et stagnation sociale.

Cet environnement a contribué à l'un des taux de réfugiés les plus élevés proportionnellement à la population. Le départ est rarement un acte de rejet ; il reflète plus souvent l'étroitesse de l'espace juridique et professionnel dans lequel construire une vie digne. L'éducation ne garantit pas systématiquement l'accès aux opportunités. Le service national s'étend sans limites claires. La compétence professionnelle n'assure pas toujours la participation.

L'avancement au sein des institutions est largement perçu comme étant influencé davantage par la loyauté et les réseaux personnels que par le seul mérite. Lorsque cette perception s'installe, les structures fondées sur le mérite s'affaiblissent et la confiance publique décline.

Paradoxalement, les membres de la diaspora sont parfois invités à revenir contribuer à la reconstruction nationale. Ces appels sont formulés au nom du patriotisme et de la réconciliation. Pourtant, sans réforme institutionnelle, garanties juridiques et sécurité personnelle fiable, la confiance demeure fragile. Elle ne peut être restaurée par la rhétorique seule.

Une caractéristique récurrente soulignée par de nombreux critiques de la gouvernance érythréenne est l'importance accordée

à la présentation et au discours. Les interventions officielles détaillent fréquemment des projets d'infrastructure, d'agriculture, d'énergie et de développement national. Le vocabulaire technique est employé avec aisance et l'expertise décrite en détail. Pourtant, au fil des décennies, des observateurs ont relevé un écart persistant entre les intentions proclamées et leur mise en œuvre visible, les résultats tangibles apparaissant souvent plus limités que ne le suggèrent les annonces.

Cette tension devient plus claire lorsqu'on considère l'échelle à laquelle le développement est présenté. Imaginez un pays mettant en avant une modeste exploitation bovine — qu'un simple citoyen prospère pourrait établir — comme symbole d'accomplissement national. Ou un petit barrage présenté à plusieurs reprises aux visiteurs comme preuve de progrès transformateur. Ces projets ne sont pas sans valeur ; tout effort constructif compte. Mais leur élévation au rang d'exploit emblématique invite à une question plus profonde : comment le développement est-il défini ?

Le véritable développement national exige plus que des projets isolés mis en avant à des fins symboliques. Il requiert une planification coordonnée, une continuité institutionnelle et l'engagement de professionnels qualifiés capables de concevoir l'échelle, la durabilité et l'impact systémique. Le développement, dans son sens plein, se mesure non à ce qui peut être brièvement

montré, mais à ce qui perdure, s'élargit et renforce la capacité collective au fil du temps.

Le leadership, dès lors, ne consiste pas principalement à concevoir ou présenter personnellement des initiatives individuelles. Sa responsabilité plus profonde est de cultiver la solidité institutionnelle — en ouvrant l'espace aux ingénieurs, urbanistes, économistes et spécialistes agricoles pour concevoir et mettre en œuvre des projets proportionnés au potentiel à long terme du pays. Lorsque les institutions fonctionnent de manière indépendante et professionnelle, le développement devient structurel plutôt que symbolique.

Le contraste apparaît plus nettement encore lorsqu'on examine des projets d'envergure dans la région. Lorsque l'Éthiopie entreprend une initiative comme le Grand Barrage de la Renaissance, cela reflète une ambition soutenue par une préparation institutionnelle et une mobilisation de ressources. Les grandes infrastructures, lorsqu'elles sont soigneusement planifiées et exécutées, peuvent transformer les perspectives économiques et générer une dynamique nationale.

Cependant, le développement ne peut se réduire à la comparaison. Affirmer une ambition parallèle sans préparation équivalente risque de confondre aspiration et mise en œuvre. Chaque pays doit

évaluer sa propre capacité institutionnelle, son expertise technique, sa base économique et ses priorités sociales avant d'engager des projets d'importance nationale. Le développement n'est pas une compétition de visibilité ; c'est un processus discipliné de résolution de problèmes.

L'infrastructure ne doit pas être conçue comme un spectacle ou une performance destinée à des audiences extérieures. Sa finalité est pratique : réduire la pénurie, atténuer la pauvreté, stabiliser les moyens de subsistance et améliorer les conditions de vie quotidiennes. La valeur d'un projet se mesure non à sa présentation, mais à sa fiabilité et à sa fonction à long terme.

Une planification saine exige une évaluation rationnelle plutôt qu'une comparaison émotionnelle. Elle requiert la collaboration entre professionnels, une budgétisation réaliste et une responsabilité transparente. Un leadership solide construit patiemment selon le contexte et les capacités, en privilégiant la durabilité plutôt que les apparences symboliques.

En ce sens, le développement relève moins de la rivalité que de la gestion responsable — non de la démonstration de capacité, mais du renforcement des fondations dont dépend la société.

Lorsque les mécanismes institutionnels restent faibles, même des plans bien articulés peinent à se traduire en progrès mesurable. Le

problème réside souvent non dans l'absence d'idées, mais dans l'absence de systèmes transparents capables de transformer l'intention en action responsable. La répétition d'affirmations de compétence sans suivi institutionnel correspondant peut signaler une fragilité structurelle plutôt qu'une force.

La connaissance ne se démontre pas par la répétition d'un vocabulaire technique, mais par des systèmes qui fonctionnent de manière cohérente au-delà de l'autorité d'un individu.

Dans un tel environnement, un glissement subtil peut s'opérer. La conformité peut sembler plus sûre que l'initiative. La loyauté peut paraître plus protectrice que l'innovation. Progressivement, le silence peut apparaître comme un refuge. Une gouvernance principalement fondée sur la prudence centralisée peine à cultiver une participation fondée sur la confiance, la responsabilité partagée et la confiance professionnelle.

La tragédie n'est pas que l'Érythrée manque de citoyens capables ou de ressources naturelles. Au contraire, elle possède résilience, discipline et talent. Ce qui demeure limité est l'espace institutionnel permettant à ces qualités de s'exprimer pleinement. Les sociétés peinent à progresser lorsque le capital intellectuel s'exile, lorsque l'initiative professionnelle est restreinte ou lorsque l'incertitude décourage l'engagement à long terme.

Cette réalité ne requiert pas la force pour être reconnue ; elle exige le discernement.

Un pays qui restreint la discussion ouverte limite sa capacité d'auto-correction. Un système sans responsabilité ne peut se renouveler. Un pouvoir qui n'est pas périodiquement examiné risque de se détacher des besoins publics.

Les conséquences dépassent la sphère politique ; elles façonnent des générations entières.

Tant que l'autorité restera concentrée plutôt que distribuée institutionnellement, tant que la protection juridique ne fonctionnera pas indépendamment du pouvoir, et tant que le leadership ne sera pas structurellement renouvelable, les cycles de départ et de méfiance risquent de perdurer. Les appels au retour continueront, mais la confiance restera fragile.

L'Érythrée ne manque pas de citoyens prêts à reconstruire. Elle manque des conditions institutionnelles qui rendent la reconstruction durable.

Un redressement durable commence non par des appels au retour, mais par la création de structures dans lesquelles le retour est à la fois sûr et porteur de sens.

❖ **Durban, 2002 — Leadership, attentes et désillusion**

En 2002, alors que j'étudiais en Afrique du Sud dans le cadre d'un programme de bourse administré par le gouvernement, un événement s'est produit qui a laissé une impression durable sur de nombreux étudiants érythréens à l'étranger.

À cette époque, plusieurs centaines d'étudiants érythréens poursuivaient leurs études en Afrique du Sud, envoyés, selon les informations disponibles, en 2001 et 2002 dans le cadre d'accords parrainés par l'État. Le financement était largement compris comme provenant de l'aide internationale au développement. Les étudiants avaient signé des documents officiels confirmant leur participation à une initiative éducative présentée comme un investissement dans le renforcement des capacités nationales.

Lors du Sommet mondial des Nations Unies sur le développement durable tenu à Durban en 2002, le président érythréen, **Isaias Afwerki**, était présent en Afrique du Sud. Les étudiants érythréens furent invités à se rassembler à Durban pour une rencontre avec lui. De mémoire, la réunion eut lieu à Howard College, qui fait aujourd'hui partie de l'Université du KwaZulu-Natal.

La réunion a été présentée comme une occasion de dialogue. Après avoir prononcé un discours, le président a invité les étudiants à poser des questions. Certaines de ces questions portaient sur des

sujets sensibles, notamment la détention de membres de famille en Érythrée. Dans au moins un cas, un étudiant a interrogé le président au sujet de l'emprisonnement de son père. La réponse donnée fut qu'il n'avait pas connaissance de ce cas particulier. Cet échange a révélé la tension entre les aspirations des étudiants vivant à l'étranger et les réalités politiques dans leur pays d'origine.

Au cours de la discussion, le président aborda la question plus large du développement national et du rôle des jeunes diplômés formés à l'étranger. Il déclara que les étudiants étaient libres de rester à l'étranger s'ils le souhaitaient, laissant entendre que le retour n'était pas principalement une obligation légale mais un choix personnel. Dans le même contexte, il fit remarquer que, dans un marché du travail de plus en plus mondialisé, des professionnels qualifiés pouvaient être recrutés à l'international à un coût relativement modeste, citant par exemple l'embauche d'ingénieurs provenant de pays comme les Philippines pour des salaires relativement bas.

Qu'il s'agisse d'un réalisme pragmatique ou d'une provocation rhétorique, le message a été perçu par de nombreux étudiants comme une forme de mise à distance. Ceux qui avaient compris leurs études comme s'inscrivant dans une stratégie coordonnée de développement national ont trouvé cette implication profondément troublante. Une bourse suppose un investissement ;

un investissement crée des attentes ; et ces attentes impliquent un partenariat. Lorsque le langage glisse vers l'idée de remplaçabilité, le contrat psychologique s'en trouve transformé.

Dans le même temps, les témoignages d'étudiants faisaient état d'une réalité plus complexe. Si les déclarations publiques mettaient l'accent sur la liberté de choix, certains rapportaient avoir subi des pressions administratives pour rentrer, notamment lorsque le retour ne se faisait pas volontairement. Des allégations de mesures coercitives circulaient, bien que leur vérification formelle fût souvent difficile. Cet écart entre le discours officiel et l'expérience rapportée contribua à la confusion. Lorsque la liberté de choix est proclamée publiquement mais perçue différemment dans la pratique, la confiance devient fragile.

Cette perception s'inscrivait dans un environnement institutionnel déjà délicat. De nombreux étudiants étaient conscients des défis structurels au pays, notamment en matière de transparence limitée et d'incertitude concernant l'intégration professionnelle fondée sur le mérite. Dans ce contexte, le discours apparut davantage décourageant que mobilisateur.

Peu après, des perturbations dans le versement des bourses ont commencé à toucher plusieurs étudiants. Il est difficile de déterminer avec certitude si ces interruptions étaient directement

liées à la rencontre ou si elles résultaient de contraintes administratives plus larges. Néanmoins, le soutien financier devint irrégulier — retardé, réduit, ou dans certains cas suspendu.

À la même période, les étudiants furent encouragés ou invités à retourner en Érythrée avant d’achever leurs diplômes, avec l’assurance qu’ils pourraient poursuivre leurs études sur place. En pratique, cependant, de tels transferts étaient rarement réalisables sans coordination institutionnelle et compatibilité entre les systèmes académiques. Plusieurs étudiants revenus au pays se retrouvèrent dans l’impossibilité de terminer leurs programmes comme prévu.

Dans mon propre cas, mon allocation fut interrompue avant la fin de mes études. Finalement, j’ai été soutenu directement par l’université d’accueil en Afrique du Sud, ce qui m’a permis de poursuivre et d’achever mon programme académique.

De mon point de vue, un écart croissant apparut entre l’objectif déclaré du programme de bourse et l’expérience vécue par de nombreux étudiants. Officiellement, il s’agissait d’un investissement dans les capacités nationales. En pratique, les interruptions de financement, l’incertitude administrative et les pressions liées au retour créaient de l’instabilité.

Pour certains, rentrer au pays ne représentait pas simplement un ajustement académique ; cela comportait des implications personnelles et politiques. Avec le temps, ce qui avait commencé comme une opportunité d'éducation évolua vers une période marquée par le doute, l'insécurité et des décisions difficiles.

Rétention, responsabilité et conditions d'un retour crédible

Lors d'une interview publique, le président de l'Érythrée a abordé la question du départ des citoyens instruits. Interrogé sur le fait de savoir si les pays occidentaux « volaient » des professionnels qualifiés, il a évité d'accuser directement d'autres nations. Toutefois, la formulation suggérait que les pays développés bénéficient de la migration des talents en provenance d'États moins développés.

Cela soulève une question fondamentale : les professionnels sont-ils réellement « volés », ou quittent-ils leur pays parce que les conditions internes ne leur permettent plus d'y rester ?

Les mots ont leur importance. Lorsque la migration est décrite comme un vol externe, la responsabilité est déplacée vers l'extérieur. Le récit met l'accent sur l'attraction exercée par l'étranger tout en minimisant les conditions internes. Pourtant, la

migration est rarement motivée par l'opportunité seule. Les individus ne sont pas uniquement attirés — ils sont souvent poussés.

Les personnes instruites ne partent pas à la légère. Des années d'études sont entreprises avec l'intention de contribuer de manière significative au développement national. Les professionnels recherchent la dignité dans leur travail, la croissance intellectuelle et la liberté d'exercer leurs compétences de façon responsable. Lorsque ces conditions se restreignent ou disparaissent, le départ cesse d'être un acte de déloyauté et devient une tentative de préserver la vie, l'intégrité et l'avenir.

La rétention exige donc plus qu'un appel patriotique. Elle requiert un environnement où la vie professionnelle est soutenue par des institutions stables, des garanties juridiques prévisibles et une progression fondée sur le mérite. Le respect doit être intégré dans les systèmes, et non seulement exprimé dans les discours.

Lorsque l'indépendance professionnelle est restreinte ou que l'avancement dépend davantage de la loyauté que de la compétence, les conséquences s'accroissent progressivement. Les talents sont sous-utilisés. La frustration augmente. La vitalité intellectuelle diminue. Dans de telles circonstances, la migration

reflète des conditions structurelles plutôt qu'une simple attraction étrangère.

Blâmer des acteurs externes peut offrir un confort rhétorique, mais cela ne traite pas les causes profondes. Peu de personnes abandonnent volontairement leur pays si elles peuvent y vivre librement, travailler avec dignité et construire un avenir stable. La fuite des cerveaux n'est pas seulement un phénomène géopolitique ; elle est souvent le miroir de la gouvernance interne.

Si le départ est façonné par des conditions domestiques, alors tout appel au retour doit répondre à ces mêmes conditions.

Dans un discours ultérieur, le président a encouragé les professionnels de la diaspora à revenir contribuer à la reconstruction. À première vue, de tels appels semblent tournés vers l'avenir. Pourtant, la crédibilité ne dépend pas de l'invitation seule, mais de l'environnement. Le retour peut-il réussir si les réalités structurelles qui ont provoqué le départ demeurent inchangées ?

Le retour n'est pas seulement logistique. Il est psychologique et éthique. Lorsque subsistent des doutes concernant les garanties juridiques, la transparence institutionnelle ou l'équité des procédures, l'hésitation est naturelle. Les informations faisant état de détentions prolongées sans procédure judiciaire publiquement

visible — qu’elles soient isolées ou répandues — influencent les perceptions. La stabilité ne se mesure pas par des déclarations, mais par des protections démontrables.

Le leadership exige une cohérence entre la promesse et la réalité institutionnelle. La formation professionnelle représente des années d’études disciplinées et d’investissement collectif. Lorsque des ingénieurs, médecins, enseignants ou chercheurs ne peuvent exercer en sécurité et en indépendance, la perte s’étend au-delà de l’individu. Elle affecte la continuité institutionnelle et le développement à long terme.

L’histoire montre constamment que les sociétés prospèrent lorsque les communautés intellectuelles sont protégées et encouragées. Là où les professionnels évoluent dans des systèmes fiables, l’innovation suit. Là où l’incertitude domine, le progrès ralentit et la profondeur institutionnelle s’érode.

Le capital humain est l’une des ressources les plus précieuses d’une nation. Sa préservation n’est pas une question de privilège, mais de nécessité stratégique.

Un environnement professionnel productif dépend d’un droit applicable, d’une administration transparente, d’infrastructures fiables et d’un échange ouvert d’idées. La liberté de mouvement — la capacité de partir et de revenir sans crainte — favorise la

confiance à long terme. Il en va de même pour la liberté d'écrire, de publier et de contribuer ouvertement au débat public.

La clarté judiciaire renforce la confiance. Des procédures cohérentes réduisent l'incertitude. Des protections sociales garantissent que la dignité, et non la peur, façonne la vie civique. Les travailleurs doivent pouvoir changer d'emploi sans intimidation. Les citoyens ayant contribué toute leur vie ne devraient pas affronter l'insécurité à l'âge avancé.

Le renouvellement institutionnel exige responsabilité, transition générationnelle et répartition des pouvoirs. Les systèmes durables ne concentrent pas l'autorité indéfiniment ; ils créent des mécanismes de changement ordonné. En l'absence de contrôle, les faiblesses structurelles s'accumulent progressivement.


La réflexion nationale ne doit pas être confondue avec l'hostilité. Elle est une condition du renouveau. Les paroles ne remplacent pas la réforme, et la répétition ne tient pas lieu d'amélioration mesurable.

L'Érythrée possède résilience, intelligence et potentiel humain. Pour que ces qualités s'épanouissent, la gouvernance doit s'aligner sur des principes de protection juridique, de transparence, de responsabilité et de respect de la dignité humaine.

L'expérience comparative d'autres régions montre que la transformation s'accélère lorsque les institutions sont renforcées, que les professionnels sont habilités et que la réforme est adoptée comme signe de confiance plutôt que de faiblesse.

Une indépendance durable repose non seulement sur des frontières, mais sur des systèmes fiables. La stabilité naît de la clarté constitutionnelle, d'une gouvernance responsable et de protections juridiques prévisibles.

Ce n'est que dans de telles conditions que les professionnels peuvent revenir librement — non comme gestes symboliques, mais comme citoyens prêts à construire, innover et contribuer à une société stable et tournée vers l'avenir.

 **Quand la protection devient nuisible : le service national, les moyens de subsistance abandonnés et le coût de l'inertie**

Durant mon service national en Érythrée, j'ai été témoin de situations qui continuent de soulever de sérieuses questions quant à l'équité dans l'exercice de l'autorité, à la responsabilité institutionnelle et au respect de la dignité humaine au sein des structures étatiques. Ces expériences ne semblaient pas relever

d'incidents isolés, mais de schémas récurrents dont les conséquences dépassaient largement la souffrance individuelle.

Au Centre de service national d'Assab, j'ai servi aux côtés d'hommes manifestement bien au-delà de l'âge généralement associé au service obligatoire. Certains paraissaient avoir plus de soixante ans, d'autres approchaient les soixante-dix. Un homme âgé mourut durant la nuit et fut retrouvé dans son lit le lendemain matin, s'étant donné la mort. Les circonstances de l'incident ne furent jamais clarifiées publiquement, et aucune évaluation indépendante visible ne fut engagée. L'événement fut traité comme un malheureux incident, puis rapidement oublié.

Un autre homme âgé travaillait comme menuisier sur le chantier de l'hôpital militaire de référence d'Assab, où j'étais affecté en tant qu'ingénieur de chantier. Il me confia que ses enfants avaient eux aussi été enrôlés dans le service national. Le seul enfant resté au foyer était un jeune garçon qui aidait sa mère en transportant de l'eau à dos d'âne vers la ville de Dekemhare pour la vendre à des familles capables de payer. C'était le principal moyen de subsistance de la famille.

Ces expériences ne relevaient pas seulement de tragédies personnelles. Elles soulèvent des questions plus larges concernant la responsabilité de l'État envers les familles, les personnes âgées

et les individus en situation de vulnérabilité. Un système conçu pour mobiliser la contribution nationale rencontre inévitablement une tension éthique lorsque des individus sont enrôlés sans considération suffisante de leur âge, de leur état de santé ou de leurs obligations familiales.

Au centre d'entraînement militaire de Sawa, j'ai rencontré un homme revenu d'Allemagne avec l'intention d'investir en Érythrée. Il avait dépassé l'âge habituellement attendu pour le service et souffrait de diabète, mais fut néanmoins contraint d'accomplir ses obligations de service national. Pour gérer son état, il avait apporté des aliments spécialisés sans sucre, médicalement nécessaires à sa santé.

Un jour, les instructeurs confisquèrent sa nourriture et exigèrent qu'il consomme uniquement les rations standard fournies — principalement du pain sec. La justification avancée était l'uniformité : tous les recrues devaient manger les mêmes repas sans exception. Le raisonnement suggérait que la souffrance partagée produit égalité et résilience. Pourtant, cette approche ignorait la nécessité médicale et les considérations élémentaires de santé. L'uniformité était imposée au détriment des soins essentiels.

Plus tard, il me confia que cette expérience l'avait convaincu de ne plus jamais envisager d'investir dans la région. Il avait importé du

matériel spécialisé de forage de puits dans l'intention de contribuer économiquement. Au lieu de pouvoir travailler, il se retrouva intégré de force au service militaire.

Durant cette même période à Assab, j'observai un autre phénomène préoccupant. Des minibus et taxis privés — importés par des Érythréens de la diaspora avec l'intention de travailler ou d'investir — étaient de plus en plus abandonnés. Leurs propriétaires avaient été enrôlés et ne pouvaient plus subvenir à leurs activités. Dans l'environnement côtier hostile d'Assab, caractérisé par une chaleur extrême et une forte salinité, ces véhicules se détérioraient rapidement. Ce qui avait représenté initiative et potentiel économique devenait progressivement inutilisable. L'investissement n'était pas simplement retardé ; il était, en pratique, effacé par les circonstances.

Les conditions environnementales d'Assab accélèrent cette dégradation. Même les fondations des bâtiments exigent souvent du ciment résistant aux sulfates plutôt que du ciment Portland ordinaire, en raison de la salinité du sol. Dans un tel contexte, des véhicules laissés sans entretien se corrodent rapidement. L'abandon n'y est pas neutre — il entraîne une perte matérielle irréversible.

Alors que j'étais détenu à la prison de Sawa — communément appelée le centre de détention de la Sixième Brigade (*Shadshay Brigade*, ሻድሻይ ብርጌድ መሐዩር) — j'ai rencontré deux hommes qui semblaient souffrir d'une grave détresse psychologique. L'un d'eux répétait sans cesse qu'il était venu en Érythrée simplement comme visiteur. Bien que d'origine érythréenne, il était né et avait grandi en Arabie saoudite. Au cours de sa visite, il aurait été arrêté à Asmara puis transféré à Sawa, malgré ses explications selon lesquelles il était né et avait passé toute sa vie en Arabie saoudite. Sa famille n'avait pas été informée de l'endroit où il se trouvait.

Avec le temps, son état se détériora visiblement. Son discours devint fragmenté, ses pensées de plus en plus désorganisées, et il semblait profondément affecté par l'incertitude entourant sa détention.

De tels cas illustrent le coût humain pouvant surgir en l'absence de procédure régulière, de communication transparente et de révision juridique en temps opportun — en particulier lorsque les questions de nationalité et d'identité restent non résolues. Là où les garanties institutionnelles sont floues ou appliquées de manière incohérente, le préjudice psychologique peut s'ajouter à la réalité physique de l'enfermement.

Le problème n'est pas seulement la détention elle-même, mais l'absence de clarté juridique structurée. Une société fonctionne au mieux lorsque droits, responsabilités et procédures sont définis, accessibles et appliqués de manière cohérente. Sans ces fondations, l'incertitude peut devenir aussi dommageable que la sanction.

Ces réalités vécues contrastent fortement avec les appels publics invitant les membres de la diaspora à revenir, investir et contribuer au développement national. Lorsque des invitations coexistent avec des détentions non résolues et une opacité institutionnelle, la confiance s'affaiblit inévitablement. Les déclarations suggérant que le pays ne dépend pas du retour de ses citoyens instruits — qu'elles soient rhétoriques ou stratégiques — diminuent davantage la confiance de ceux qui pourraient autrement apporter compétences, capital et expérience.

Le leadership exige plus que l'autorité. Il requiert discernement, responsabilité et compréhension précise de l'impact des politiques sur les vies humaines. Lorsque la gouvernance se déconnecte des réalités vécues, les structures destinées à renforcer la nation risquent d'éroder la dignité, la confiance et le développement à long terme.

Ces réflexions ne procèdent pas d'une abstraction, mais d'observations directes. Les nations se renforcent non par la

coercition ou l'imposition d'une souffrance uniforme, mais par une responsabilité proportionnée, une gouvernance éthique et le respect des limites humaines. Lorsque ces principes sont négligés, les conséquences dépassent les individus — elles affectent la confiance, l'investissement et la vitalité à long terme de la nation elle-même.

Pourtant, ce qui m'a le plus troublé n'était pas seulement la politique elle-même.

C'était le contraste.

Car tandis que ces réalités se déroulaient silencieusement dans les centres de service national et les lieux de détention, une autre image de la nation était simultanément projetée — rythmée, triomphante, célébrée.

Comprendre ce contraste, c'est comprendre comment l'endurance se maintient — comment l'esprit humain continue d'avancer même lorsque les circonstances paraissent immobiles.

Ainsi, le récit passe de l'épreuve vécue au spectacle public.

Le théâtre de la permanence

Cérémonie après cérémonie, chanson après chanson — l'atmosphère devient immersive. Où que l'on se tourne, la musique

s'élève en son nom. Il est présenté comme libérateur, leader à la volonté de fer et architecte de l'endurance nationale. Lors des commémorations de la Journée de la Libération et de Fenkil, le rythme est puissant et triomphant, parfois presque hypnotique.

Chaque année, de nouvelles chansons sont composées et interprétées lors de grandes cérémonies. La répétition façonne un récit concentré dans lequel l'histoire nationale, le sacrifice et l'identité semblent de plus en plus centrés autour d'une seule figure. Avec le temps, le symbolisme peut devenir si dominant que d'autres voix et contributions s'estompent à l'arrière-plan.

Les mélodies ne se contentent pas de divertir ; elles façonnent une narration — celle de la force, de l'intelligence, du sacrifice et du destin. La foule ne se rassemble pas seulement pour se souvenir de l'histoire, mais pour la revivre émotionnellement. Dans ces moments, la politique se dissout dans le spectacle. Le dirigeant devient symbole ; le symbole devient mythe.

Au fil des décennies — des années de lutte de guérilla à une gouvernance prolongée — la continuité est présentée comme une nécessité. La longévité est perçue comme un gage de stabilité. Sur un continent où les transitions de leadership redéfinissent souvent les époques, la permanence d'une seule figure pendant plus d'un

demi-siècle apparaît exceptionnelle. À plus de quatre-vingts ans, il reste à la barre, continuant de diriger le navire.

Pourtant, parallèlement à la célébration, existe une autre réalité — plus silencieuse, moins chorégraphiée.

Les questions d'emprisonnement, de liberté d'expression, de développement institutionnel et de gouvernance constitutionnelle entrent rarement dans la chorégraphie des fêtes nationales. Les projecteurs éclairent l'unité et la fierté ; les ombres restent dans l'obscurité.

La musique a du pouvoir.

La danse a du pouvoir.

L'émotion collective a du pouvoir.

Répétées année après année, elles créent une atmosphère psychologique dans laquelle la permanence paraît naturelle, voire inévitable. Certains participent par conviction. D'autres par habitude. Certains par obligation. Beaucoup simplement pour la communauté — pour revoir des proches, partager la culture, transmettre un héritage à leurs enfants. Pour les familles vivant à l'étranger, ces événements deviennent de rares moments d'appartenance.

En ce sens, la célébration remplit plusieurs fonctions. Elle préserve la culture. Elle renforce les réseaux. Elle entretient une continuité

émotionnelle. Et elle projette une image — celle de l'harmonie, de la loyauté et de l'unanimité.

Moi aussi, j'ai un temps été porté par ce courant émotionnel. L'ardeur était contagieuse. Le symbolisme puissant. Il est difficile de rester indifférent lorsque toute une foule se meut au même rythme.

Mais le temps transforme la perception.

La proximité transforme la compréhension.

Le service militaire national a changé mon regard. Ce qui paraissait uni de loin semblait différent de l'intérieur. La discipline, la rigidité, l'absence d'horizon personnel — ces réalités n'apparaissaient pas sur les scènes cérémonielles. Elles ne faisaient pas partie de la musique.

Le contraste devint frappant.

Dans un espace, des hommes âgés travaillaient dans un service national prolongé.

Dans un autre, l'unité était célébrée par la chorégraphie et le son.

Deux réalités — qui se croisaient rarement en public.

La compréhension n'arrive pas instantanément. Elle se déploie progressivement. D'abord, un malaise. Puis la réflexion. Et lorsque la clarté émerge, le silence devient lourd. La dissonance entre la célébration et l'expérience vécue devient difficile à ignorer.

Ce n'est pas le spectacle seul qui soutient le pouvoir.

C'est la répétition.

Répétition du récit.

Répétition des images.

Répétition du son.

Avec le temps, la répétition façonne la perception. La perception façonne l'acceptation. L'acceptation renforce la continuité.

Pourtant, même au sein de la répétition, les individus pensent. Ils observent. Ils comparent. Et parfois, silencieusement, ils commencent à prendre du recul.

Le théâtre, cependant, ne se maintient pas par la musique seule.

Il requiert un renforcement.

Il requiert une affirmation.

Il requiert une validation visible — en particulier devant des témoins extérieurs.

Et cela conduit à la couche suivante de la permanence.

La mise en scène de la légitimité

Le théâtre ne s'achève pas avec les fêtes nationales.

Il s'étend au-delà des commémorations et des célébrations d'anniversaire vers des apparitions publiques soigneusement orchestrées. Lorsque des chefs d'État en visite arrivent, les rues sont préparées, les dispositifs de sécurité discrètement organisés, et les foules rassemblées à l'avance. Un enthousiasme préarrangé s'exprime de manière visible. Les noms sont scandés avec intensité. L'émotion est amplifiée pour l'exposition publique.

Pour un observateur extérieur, la scène suggère une affection populaire écrasante. Les visiteurs peuvent l'interpréter comme une admiration spontanée — un dirigeant marchant librement parmi son peuple, accueilli chaleureusement dans les rues d'Asmara. L'image transmet confiance et proximité. Elle suggère une dévotion organique.

De telles images portent un poids symbolique.

En l'absence de débat parlementaire visible, de rythme constitutionnel ou de pluralisme institutionnel, l'affirmation visuelle devient un langage de substitution. Les applaudissements communiquent la légitimité. Les chants communiquent le consentement. L'enthousiasme public communique la stabilité.

Dans ce contexte, la perception devient un instrument politique.

Que chaque participant soit convaincu, prudent, plein d'espoir, indifférent ou simplement présent par nécessité importe moins que l'image collective projetée vers l'extérieur. Ce qui demeure — pour les caméras, les diplomates et les observateurs externes — c'est le spectacle lui-même. Et le spectacle, lorsqu'il est répété avec constance, acquiert une force persuasive.

Au-delà de la scène cérémonielle, cependant, la vie quotidienne suit un rythme plus discret et plus complexe. Les infrastructures, dans de nombreuses régions, restent fragiles. L'approvisionnement en électricité peut être intermittent. Les services publics sont limités. Les opportunités économiques sont restreintes.

Parallèlement, des rapports d'organisations de défense des droits humains et des témoignages d'anciens détenus évoquent des détentions prolongées sans procédure judiciaire transparente, des restrictions de communication, une surveillance des télécommunications et des conditions de détention sévères,

incluant des allégations de mauvais traitements et de privations. Une grande partie de ces éléments demeure difficilement vérifiable publiquement en raison d'un accès indépendant limité.

Le contraste entre la célébration officielle et l'incertitude quotidienne fait partie de l'expérience vécue que de nombreux citoyens traversent en silence.

Ces réalités coexistent avec les moments de célébration publique, mais les deux récits se rencontrent rarement dans un discours ouvert. L'un est visible et amplifié ; l'autre est enduré silencieusement et intériorisé.

Le pouvoir maintenu sur plusieurs décennies dépend non seulement de l'autorité formelle, mais aussi de la perception. Lorsque l'image d'une affection collective est constamment entretenue, elle peut fonctionner comme une forme de validation implicite. Les applaudissements peuvent être interprétés par le leadership comme une confirmation de légitimité, tandis que les observateurs peuvent en venir à considérer ces mêmes applaudissements comme une preuve d'inévitabilité. Ainsi, perception et pouvoir se renforcent progressivement l'un l'autre.

Par la répétition, la performance peut progressivement se transformer en schémas établis. Ce qui commence comme une simple mise en scène peut évoluer vers une attente normalisée.

Dans de telles circonstances, le spectacle peut commencer à ressembler à une structure — un cadre dans lequel l'image compense le manque de profondeur institutionnelle et où la chorégraphie risque de se substituer au processus constitutionnel. L'exposition publique peut alors en venir à fonctionner comme un mécanisme par lequel la continuité paraît naturelle et la permanence semble aller de soi.

Vivre dans une telle structure, c'est habiter des réalités parallèles :

L'une visible, amplifiée, rythmée.

L'autre silencieuse, contrainte, réfléchie.

Pendant un temps, le récit visible peut dominer. Il apporte une cohérence. Il offre un réconfort émotionnel. Il simplifie la complexité.

Mais la réflexion persiste.

Lorsque l'expérience vécue contredit de manière répétée l'image projetée, un recalibrage silencieux commence. Pas nécessairement une protestation. Pas nécessairement une confrontation.

Mais une distance.

Et lorsque la réflexion s'approfondit, le départ suit souvent.

Pourquoi le retour après l'indépendance n'était pas envisageable

L'indépendance est généralement associée à un renouveau. Lorsqu'une nation obtient sa souveraineté après une longue lutte, on s'attend à ce que les citoyens retournent, reconstruisent et participent à un nouveau départ. L'hypothèse naturelle est qu'une fois un pays libéré, l'exil devrait se terminer.

Cependant, dans le cas de l'Érythrée, un modèle opposé est apparu. Après l'indépendance, de nombreux Érythréens ont continué à partir. Ce paradoxe m'a intrigué pendant des années.

Je me souviens d'une rencontre à Arbaminch, en Éthiopie. À un bureau de poste, j'ai présenté ma carte d'identité érythréenne lorsqu'on m'a demandé de montrer une pièce d'identité. Je la portais avec fierté. Une femme à proximité m'a remarquée et est venue vers moi chaleureusement. Elle aussi était Érythréenne. Elle m'a dit qu'elle avait épousé un homme local et s'était installée là. Son mari avait autrefois été stationné en Érythrée en tant que soldat. La vie à Arbaminch était modeste. Les revenus étaient limités. Pourtant, elle avait choisi de rester.

À l'époque, j'avais du mal à comprendre. Pourquoi quelqu'un quitterait-il un pays récemment indépendant pour s'installer dans

un endroit qu'il n'avait jamais imaginé auparavant ? Pourquoi bâtir une vie dans un environnement inconnu avec peu d'avantages économiques ?

Des années plus tard, j'ai commencé à comprendre que de telles décisions n'étaient pas seulement une question de préférence. Elles étaient souvent façonnées par des réalités structurelles.

Après l'indépendance, le service national est devenu indéfini dans la pratique. Ce qui avait initialement été présenté comme un devoir civique limité s'est prolongé sans fin claire. Les jeunes hommes et femmes ont été absorbés dans les services militaires ou d'État pendant des années. Les familles ont été séparées. La productivité économique au sein des foyers a diminué. L'avenir est devenu difficile à planifier.

En même temps, les opportunités d'activité économique indépendante étaient étroites. L'accès à la terre, à la licence commerciale, à la pêche et au commerce était souvent régulé par des systèmes centralisés. L'infrastructure était limitée. Les coupures de courant étaient fréquentes. Dans les zones rurales, les alternatives étaient rares. Même là où les ressources naturelles existaient — comme le long de la mer Rouge — l'accès à la subsistance privée était contraint par des contrôles de sécurité et réglementaires.

Le paradoxe est devenu visible : un pays riche en potentiel, mais restreint en opportunités pratiques pour les citoyens ordinaires.

Ce n'était pas nécessairement une question d'identité nationale ou de culture. La société érythréenne est résiliente et communautaire. Le problème résidait davantage dans les structures de gouvernance et la conception des politiques. Lorsque la participation à la vie civile est retardée indéfiniment, lorsque les voies économiques sont étroitement contrôlées et que la prise de décision est centralisée, la migration commence à apparaître moins comme un abandon et davantage comme une préservation.

J'ai un jour parlé avec un jeune Érythréen peu après mon arrivée dans le pays. Il m'a dit qu'il avait l'intention de partir. Je lui ai répondu avec optimisme, affirmant que l'indépendance signifiait un nouveau départ. Il a simplement répondu, calmement, que je comprendrais avec le temps. Plus tard, à travers ma propre expérience du service national, j'ai commencé à comprendre ce qu'il voulait dire. La rigidité du système, l'absence de délais clairs et la pression psychologique rendaient incertaine la perspective d'une vie civile stable à long terme.

Quitter son pays n'est que rarement un acte de rejet. C'est généralement un acte de survie. Lorsque les individus ne peuvent pas prévoir un avenir civil stable, lorsque l'indépendance

économique est retardée et que la vie familiale est constamment perturbée, le départ devient rationnel.

Cela explique pourquoi l'indépendance n'a pas automatiquement entraîné un retour. La souveraineté a éliminé le contrôle extérieur, mais les défis internes de gouvernance ont créé de nouvelles contraintes. La liberté existait au niveau du statut national, mais la vie quotidienne restait fortement structurée.

Comprendre ce contexte est essentiel lorsqu'on se demande pourquoi le retour n'était pas envisageable. La question n'est pas de savoir si l'indépendance a eu lieu. Elle a eu lieu. La question est de savoir si les conditions qui ont suivi ont permis une vie civile durable. Pour beaucoup, la réponse était incertaine.

Dans cette incertitude, le départ a continué.

Protéger l'avenir sans sacrifier le présent

Lorsqu'un gouvernement affirme vouloir protéger les ressources pour les générations futures, cette intention n'est pas nécessairement erronée. La réflexion à long terme est essentielle. Toute société sérieuse doit préserver ses terres, son eau, ses forêts, ses ressources halieutiques et sa richesse nationale afin que demain ne soit pas plus pauvre qu'aujourd'hui.

Cependant, la planification de l'avenir devient problématique lorsqu'elle repose sur la souffrance délibérée de la population actuelle.

L'avenir n'est jamais garanti. Aucun dirigeant ne peut planifier avec une certitude absolue les cinquante prochaines années. Les économies évoluent. Le climat change. Les alliances régionales se transforment. De nouveaux conflits apparaissent. La technologie modifie le travail. Même les frontières et les réalités politiques peuvent changer. Parce que l'avenir est fondamentalement imprévisible, une stratégie de développement qui détruit le bien-être des citoyens d'aujourd'hui pour « construire un paradis » pour demain n'est pas équilibrée. Elle est instable sur le plan éthique et stratégique.

Une approche saine commence par le présent.

Améliorer les conditions de vie des résidents actuels — tout en pensant à l'avenir — n'est pas une contradiction. C'est le fondement de la force nationale à long terme. Une société ne peut préparer demain en affaiblissant ceux qui devront porter ce demain.

C'est ici qu'un principe central du développement apparaît clairement : l'avenir se construit à travers la conscience, la santé et la stabilité de ceux qui vivent aujourd'hui. Lorsque les citoyens

actuels sont traités avec dignité et qu'ils disposent d'un véritable accès aux moyens de subsistance — travail, sécurité alimentaire, règles prévisibles et espace d'initiative — ils deviennent plus résilients, plus responsables et plus engagés dans la protection de ce qui appartient à la nation.

Mais lorsque les populations sont soumises à des difficultés prolongées au nom de « l'avenir », les conséquences sont prévisibles. La société ne devient pas plus noble ni plus disciplinée ; elle devient épuisée et désillusionnée. Lorsque les besoins fondamentaux sont bloqués ou constamment incertains, beaucoup adoptent des stratégies de survie : économie informelle, corruption, silence, opportunisme ou départ. Dans un tel environnement, la corruption n'apparaît pas parce que les individus seraient intrinsèquement corrompus, mais parce que le système les conditionne à survivre dans des conditions déformées.

Voici l'ironie plus profonde : un gouvernement qui prétend protéger l'avenir en faisant souffrir le présent risque en réalité de compromettre cet avenir. Car la société de demain héritera des habitudes d'aujourd'hui. Si le présent est marqué par la peur, la restriction de l'initiative et la dépendance forcée, ces schémas tendent à se reproduire de génération en génération. Un cycle se met en place : la difficulté engendre des comportements de survie

; ces comportements fragilisent les institutions ; des institutions fragilisées produisent davantage de difficultés.

Construire un meilleur avenir exige donc de commencer dès maintenant — en renforçant la vie présente.

Ce n'est pas une théorie économique sophistiquée. C'est une logique simple.

La Suisse offre un contraste utile — non pas parce qu'elle serait parfaite, mais parce qu'elle illustre une pensée équilibrée. Le pays planifie à long terme à travers ses infrastructures, ses politiques environnementales, ses transports publics, son système éducatif et la continuité institutionnelle. Pourtant, il ne cherche pas à atteindre ces objectifs en dégradant intentionnellement la dignité quotidienne de ses résidents actuels. L'objectif n'est pas de faire souffrir aujourd'hui pour sécuriser demain ; il est de construire des systèmes dans lesquels les citoyens peuvent vivre de manière responsable aujourd'hui, afin que la stabilité devienne naturelle demain.

Dans le contexte érythréen, de nombreux citoyens décrivent une expérience inverse : le présent est contraint au nom de la discipline, de la sécurité ou de l'intérêt national futur. Or, lorsque l'accès aux moyens de subsistance est restreint — lorsque la vie économique est étroitement contrôlée, lorsque l'initiative est perçue avec

suspicion et que la survie ordinaire devient inutilement difficile — les individus ne deviennent pas les gardiens de la nation. Ils deviennent des personnes cherchant à échapper à une vie qui semble durablement bloquée.

Même lorsque des ressources naturelles existent, la question essentielle demeure celle de l'accès. Une ressource qui ne peut être utilisée par la population ne renforce pas la vie nationale ; elle devient symbolique. Une politique de développement ne se mesure pas seulement à ce qui existe dans le territoire, mais à la capacité des citoyens à transformer cette existence en moyens de subsistance stables, par des voies légales et ordinaires.

Voici la vérité stratégique : une nation n'est pas défendue uniquement par ses frontières ou ses politiques, mais par la force et l'engagement de son peuple. Lorsque vous améliorez le bien-être de la population actuelle, vous augmentez la résilience et l'attachement. Lorsque vous imposez une souffrance prolongée, vous affaiblissez cet attachement et réduisez la motivation à protéger ce qui est national.

Pour cette raison, la forme la plus solide de protection de l'avenir n'est pas l'austérité imposée à la vie ordinaire. C'est une éthique du développement qui considère le présent comme essentiel — parce que l'avenir se forme à travers lui.

📖 Ancré par la mémoire : appartenir à un lieu

Que signifie vivre pendant des décennies dans un même endroit, grandir dans sa langue, son histoire et son tissu social — et pourtant se voir refuser pleine reconnaissance ou permanence ? Que signifie une longue présence ? Que représente la mémoire ? Et que devient le droit lorsqu'il semble aveugle au lien vécu entre une personne et la terre qui l'a façonnée ?

Certaines expériences marquent une personne si profondément qu'elles deviennent inséparables de son identité. Elles ne s'apprennent pas dans des documents ni ne sont conférées par décret ; elles s'absorbent par la vie elle-même. La mémoire, les épreuves partagées, la contribution et la continuité forment une couche plus profonde d'appartenance. Lorsque le droit ne reconnaît pas pleinement ce lien, la limite ne réside peut-être pas dans l'individu, mais dans les frontières inhérentes aux catégories juridiques elles-mêmes.

L'un de mes premiers souvenirs marquants fut la famine qui frappa le Wollo, en Éthiopie, au début des années 1970 — plus précisément entre 1970 et 1974. J'étais alors un jeune écolier. Je me souviens que notre école demandait aux élèves d'apporter des vêtements pour ceux qui étaient touchés. J'offris mon unique short. C'était un geste modeste et imparfait, mais il a laissé une empreinte

durable dans ma compréhension de la solidarité et de la vulnérabilité partagée.

Plus tard, je me suis souvent demandé comment une telle souffrance pouvait survenir dans un pays si vaste et fertile. Était-ce la sécheresse ? Une perturbation climatique, comme le phénomène El Niño ? Ou des défaillances dans la gouvernance et la distribution ? Cette question ne m'a jamais vraiment quitté. Les événements marquants ne disparaissent pas simplement ; ils façonnent notre conscience et notre regard sur le monde.

D'autres moments déterminants ont suivi. La guerre entre l'Éthiopie et la Somalie dans l'Ogaden (13 juillet 1977 – 15 mars 1978), un conflit qui dura environ huit mois, a laissé de profondes cicatrices malgré les histoires partagées et les liens culturels entre les deux sociétés.

La Terreur rouge (Qey Shibir – ቀይ ሻብር), qui commença en septembre 1977, entraîna des arrestations massives, des exécutions et une violence urbaine généralisée. Sa phase la plus intense se déroula entre 1977 et 1978, et la campagne s'atténua progressivement entre 1978 et 1979.

Ce n'étaient pas de simples épisodes historiques abstraits. C'étaient des réalités vécues qui ont marqué toute une génération et qui continuent de résonner dans la mémoire collective.

De telles expériences ancrent une personne à un lieu. Elles créent des liens historiques, émotionnels et moraux. Dans leur sens le plus profond, elles constituent la substance de l'appartenance — ce que la citoyenneté devrait idéalement reconnaître plutôt qu'effacer.

Pourtant, les transitions politiques et les structures juridiques réduisent parfois ces réalités vécues à de simples classifications administratives. Lorsque des années de présence, de contribution et d'histoire partagée sont ignorées, une tension apparaît. Ce n'est pas que l'individu manque d'appartenance ; c'est plutôt que le cadre juridique peine à rendre compte de la continuité d'une vie.

L'expulsion d'Éthiopiens d'ascendance érythréenne — dont beaucoup étaient nés et avaient grandi en Éthiopie, certains ayant des attaches historiques profondes au pays — illustre cette tension. De tels actes ne perturbent pas seulement des vies individuelles ; ils révèlent la fragilité des catégories juridiques face à des histoires complexes.

Dans le même temps, il existe des exemples d'octroi de citoyenneté en reconnaissance d'une contribution significative. L'historien britannique **Richard Pankhurst** s'est vu accorder la citoyenneté éthiopienne en reconnaissance de son engagement académique — un geste reflétant générosité et reconnaissance historique. Mais ce contraste soulève une question difficile : comment des individus

profondément façonnés par l'histoire vécue d'un pays peuvent-ils être exclus de la pleine appartenance, tandis que d'autres sont inclus sur la base de leur contribution seule ?

Idéalement, le droit existe pour guider et protéger la vie, non pour l'entraver. Lorsque les cadres juridiques se détachent de la réalité vécue, ils risquent de devenir rigides plutôt que réactifs. La cohérence procédurale peut prévaloir, mais la cohérence éthique peut s'affaiblir.

Cette tension devient particulièrement visible lorsque des personnes ayant vécu pendant des décennies dans un pays — contribuant intellectuellement, socialement et économiquement — demeurent exclues d'une participation stable, tandis que d'autres s'intègrent sans difficulté en vertu de circonstances plus récentes. La différence ne concerne pas la valeur intrinsèque ; elle découle de la conception structurelle.

Les catégories juridiques, une fois établies, peuvent persister même lorsque la réalité évolue. Avec le temps, cela peut produire des résultats formellement légaux mais éthiquement troublants. Un droit détaché de la continuité humaine risque d'apparaître correct tout en restant incomplet.

Lorsqu'une personne vit pendant de nombreuses années dans un lieu, la relation avec cet endroit s'approfondit progressivement.

Elle se forme à travers la vie ordinaire — par les rues parcourues chaque jour, les saisons observées et les souvenirs qui s'accumulent avec le temps. Peu à peu, un lien apparaît, à la fois humain et historique. L'appartenance, dans ce sens, n'est pas simplement administrative ; elle se construit à travers l'expérience même de vivre.

Déclarer un système juste ne signifie pas nécessairement qu'il pratique la justice dans la réalité. Les lois peuvent être cohérentes sur le papier, tout en négligeant la profondeur du lien humain qui se développe au fil du temps.

Lorsque les tensions éthiques ne sont pas examinées, elles ne disparaissent pas. Elles réapparaissent progressivement — sous forme de tensions sociales, de sentiments d'exclusion ou d'une érosion silencieuse de la confiance.

La réflexion éthique n'affaiblit pas le droit ; elle le renforce. Les systèmes juridiques qui se réévaluent périodiquement à la lumière des réalités vécues tendent à devenir plus cohérents, adaptatifs et dignes de confiance.

L'appartenance n'est pas uniquement une question de statut formel. Elle se tisse à travers la mémoire, la continuité, la contribution et l'histoire partagée. Lorsque le droit reconnaît cette complexité, il devient plus humain sans sacrifier l'ordre.

Des questions similaires se posent dans de nombreux contextes. Elles interrogent si les structures juridiques continuent à servir la vie humaine — ou si, avec le temps, elles risquent de devenir des fins en elles-mêmes.

Capital humain en conflit : l'expulsion des Érythréens d'Éthiopie

La force d'une nation ne repose pas uniquement sur son territoire ou sa puissance militaire, mais aussi sur la manière dont elle traite ses citoyens — particulièrement dans les périodes difficiles.

La Corne de l'Afrique offre une illustration frappante de cette dynamique.

Durant la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée (1998–2000), l'Éthiopie a expulsé des dizaines de milliers de personnes d'origine érythréenne. Beaucoup étaient nées et avaient grandi en Éthiopie. Elles parlaient ses langues, y avaient construit leurs familles et leurs carrières et, dans certains cas, n'avaient jamais mis les pieds en Érythrée. Parmi les personnes expulsées figuraient des ingénieurs, des médecins, des propriétaires d'usines, des banquiers, des entrepreneurs, des artistes, des pilotes, des hôtesses de l'air, des cadres, des enseignants et des professeurs

Quand l'appartenance devient naturelle

Dans un restaurant animé de Genève, une femme à la peau sombre est assise seule à sa table, entourée de visages inconnus. Personne ne questionne sa présence. Personne ne mesure sa valeur. Elle appartient simplement à cet espace.

Son expression calme révèle quelque chose de subtil mais profond : elle se sent naturellement incluse. Sa place là ne nécessite aucune explication.

La civilisation se révèle rarement à travers des discours ou des monuments. Elle apparaît plutôt dans des moments plus discrets — dans le fait de pouvoir s'asseoir sans justification, de pouvoir rester sans négociation.

Ce livre explore l'évolution lente de la conscience : comment la loi transforme les perceptions, comment l'histoire persiste dans les habitudes et les réflexes, et comment la dignité — autrefois contestée — peut, avec le temps, devenir ordinaire.

Entre exclusion et reconnaissance, il y a plus qu'une réforme politique. Cela exige une transformation dans la manière dont les êtres humains se perçoivent les uns les autres.

Le véritable progrès est souvent silencieux.

Parfois, il ne s'agit de rien de plus qu'une chaise à une table — et de la certitude tranquille d'y avoir sa place.

